

Atelier national pour le développement d'un dispositif national de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures

Bibliothèque nationale, Sao Tomé, Sao Tomé-et-Principe
21 – 24 mars 2016

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa

Introduction P.6

Objectifs P.6

Activités P.8

Recommandations P.13

Organisé par le Ministère des Infrastructures, des Ressources naturelles et de l'Environnement



NOTE

This document has been prepared within the framework of the Global Initiative for West, Central and Southern Africa as a contribution to the implementation of the biennial action envisaged for this Initiative. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the IMO or IPIECA concerning the legal status of any State, Territory, city or area, or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

This document can be downloaded from www.giwacaf.org and for bibliographic purposes should be cited as follows:

IMO/IPIECA. 2016. Rapport de l'Atelier national pour le développement d'un dispositif national de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures pour Sao Tomé-et-Principe. 67 Pages.



Executive summary

The National Workshop to develop a National system for prevention of, preparedness for and response to oil spill was organised in Sao Tome, Sao Tome and Principe at the National Library, from 21 to 24 March 2016. It gathered delegates from different ministries and agencies as well as representatives from NGOs. The event was hosted by the Ministry of Infrastructure, National Resources and Environment of the Republic of Sao Tome and Principe within the framework of the GI WACAF Project. The workshop was supported by the International Maritime Organization (IMO) and IPIECA, the global oil and gas association for environmental and social issues. Around 41 participants attended the workshop in Sao Tome and Principe, coming from various ministries and governmental agencies. Representatives from local authorities and NGOs also attended the event. A list of participants is attached to this report (see Annex 2).

The workshop aimed to assist in the development of the National system for prevention of, preparedness for and response to Oil Spill in Sao Tome and Principe in collaboration with key government agencies involved in responding to oil pollution incidents. The specific objectives were to set up the legal and organisational framework and to draft a national contingency plan.

In order to address the objectives of the workshop the participants were guided through four days of practical sessions and discussions, and to achieve the specific objectives three dedicated working groups were established. The outcomes of this work can be found in the section “Activities and Proceedings” on page 7. The main recommendations that came out of the workshop were to:

- finalise and approve, against an action plan that was decided by participants, the documents drafted during the workshop (interministerial decision establishing roles and responsibilities of the different entities involved in the prevention of, preparedness for and response to oil spill, national law on the prevention of, preparedness for and response to oil spill, draft ratification tools to send to IMO and the related national decrees).
- organise the first meeting of the Commission established by the interministerial decision which will be in charge of finalising the National oil spill contingency plan
- Other general recommendations were approved by the participants:
 - Approve decrees to implement the national law on the prevention of, preparedness for and response to oil spill
 - Train judges and other persons responsible for the monitoring and control on matters related to marine pollution
 - Organise technical courses to implement the national plan, with IMO support
 - Organise training courses on crisis management for decision-makers (at the ministerial level), with IMO support

The full list of recommendations from the workshop can be found in section “Recommendations” on page 13.

The active participation of the delegates coupled with the expertise of the facilitators as well as the organisation of the workshop with the support of the Ministry of Infrastructure, National Resources and Environment of the Republic of Sao Tome and Principe were greatly appreciated and were key to the success of this workshop.



Sommaire

EXECUTIVE SUMMARY	3
1. PRESENTATION DU PROJET GI WACAF.....	5
2. INTRODUCTION	6
3. OBJECTIFS DE L'ATELIER	6
4. PROGRAMME DE L'ATELIER	6
5. LIEU, DATES ET PARTICIPANTS	7
6. ACTIVITES ET PRESENTATIONS	8
7. RECOMMANDATIONS.....	13
Appendice 1 : Exemple d'outil de ratification de la Convention Bunkers 2001.....	14
Appendice 2 : Projet de loi-cadre.....	17
Appendice 3 : Projet d'arrêté interministériel	28
Appendice 4 : Projet de plan national d'urgence et annexes au plan d'urgence.....	30
Appendice 5 : Délibération du 13 avril 2016 du Conseil des Ministres de Sao Tomé-et-Principe approuvant les projets de lois portant adhésion aux conventions internationales.....	51
ANNEXE 1 – PROGRAMME	52
ANNEXE 2 – LISTE DES PARTICIPANTS	59
ANNEXE 3 – DISCOURS D'OUVERTURE DU MINISTRE DES INFRASTRUCTURES, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT	60
ANNEXE 4 – DISCOURS D'OUVERTURE DE LA REPRESENTANTE OMI/IPIECA	62
ANNEXE 5 – QUESTIONNAIRE D'EVALUATION	64
ANNEXE 6 – PHOTOS.....	67

1. Présentation du Projet GI WACAF

L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (GI WACAF) est un partenariat entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier (IPIECA), dont l'objectif est de renforcer la capacité des pays à se préparer et à répondre aux déversements d'hydrocarbures.

Une des caractéristiques innovantes est de promouvoir le développement de partenariats publics/privés pour une réponse efficace aux déversements d'hydrocarbures faisant usage de l'expertise et des ressources existantes au niveau de l'industrie.

La mission du GI WACAF est de renforcer la capacité nationale de lutte contre les pollutions aux hydrocarbures dans 22 pays d'Afrique Occidentale, Centrale et Australe par la mise en place de partenariats locaux entre les industries pétrolières et les autorités responsables de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national.

Le Projet GI WACAF est un programme conjointement financé par l'OMI et par dix compagnies pétrolières membres du projet (BP, Chevron, ConocoPhillips, ENI, Exxon Mobil, Marathon, PERENCO, Shell, Total et Woodside) par l'intermédiaire de l'IPIECA.



Le cadre d'activité est l'organisation d'ateliers, formations, séminaires et exercices de déploiement avec les autorités chargées de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national, en partenariat avec des entreprises locales.

Le GI WACAF est basé sur un système de gestion efficace qui établit six objectifs et indicateurs clés de performance pour renforcer les capacités des pays à se préparer et à lutter contre les pollutions par hydrocarbures. Ces objectifs couvrent les aspects de la Convention OPRC 90 :

- **Objectif 1. Législation** : Promouvoir la ratification des Conventions OPRC 90, CRC 92 et Fonds 92.
- **Objectif 2. Plan National d'Intervention d'Urgence** : Promouvoir le développement des plans nationaux d'intervention d'urgence contre les pollutions marines accidentelles (incluant : cartes de vulnérabilité, études de risques, politique d'emploi des dispersants et système de gestion de crise).
- **Objectif 3. Autorité nationale désignée** : Clarifier les rôles et responsabilités de chacun pour la préparation et la lutte.
- **Objectif 4. Accords régionaux de coopération et d'assistance** : Promouvoir la coopération et l'assistance mutuelle en cas d'incident.
- **Objectif 5. Formation et exercice dans le pays** : Assurer régulièrement des formations et exercices dans chaque pays.
- **Objectif 6. Moyens du pays** : Soutenir les pays pour le développement de leurs capacités de lutte.

2. Introduction

L'atelier national pour le développement d'un dispositif national de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution marine par les hydrocarbures fait suite aux deux ateliers organisés en 2009 et en 2014 visant à former les autorités de Sao Tomé-et-Principe à la planification d'urgence. Il s'inscrit dans la prise de conscience du risque de pollution au large des côtes de Sao Tomé-et-Principe, au regard de l'important trafic de navires pétroliers transitant vers l'Europe et du développement d'infrastructures dans le cadre du programme de transformation 2030 présenté par le Premier Ministre, Monsieur Patrice Emery Trovoada, en octobre 2015 à Londres. La création d'un port en eaux profondes et le démarrage de l'exploitation pétrolière offshore nécessite de mettre en place des dispositions afin de prévenir toute forme de pollution qui porterait un lourd préjudice au développement économique et à l'environnement de Sao Tomé-et-Principe.

3. Objectifs de l'atelier

La réunion avait pour objectif de développer un dispositif national de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures. Le développement de ce dispositif s'appuie sur les éléments suivants :

- la préparation d'avant-projets de textes (instruments d'adhésion, lois, décrets, règlements, arrêtés, circulaires etc.) visant à adhérer aux conventions internationales pertinentes de l'Organisation Maritime Internationale, transposer les principales dispositions de ces conventions dans l'ordre juridique interne et attribuer et définir clairement les responsabilités; et
- la rédaction d'un projet de plan national d'urgence pour lutter contre la pollution par les hydrocarbures en cas d'accident, accompagné de ces annexes.

Pour atteindre ces objectifs, trois groupes de travail composés de représentants des différentes administrations et organismes concernés ont été constitués.

4. Programme de l'atelier

L'atelier a eu lieu durant 4 jours. Le programme est disponible en annexe 1 de ce rapport.

- **Lundi 21 mars 2016**
 - Cérémonie d'ouverture et introduction de l'atelier
 - Présentation du Projet GI WACAF
 - Présentations du contexte de Sao Tomé-et-Principe
 - Constitution des groupes de travail
- **Mardi 22 mars 2016**
 - Travaux au sein des groupes de travail
 - Brief en session plénière sur l'avancée des travaux



- **Mercredi 23 mars 2016**
 - Travaux au sein des groupes de travail
 - Brief en session plénière sur l'avancée des travaux
- **Jeudi 24 mars 2016**
 - Consolidation des travaux des groupes de travail
 - Présentation des recommandations en session plénière
 - Cérémonie de clôture et remise des certificats

Des rencontres entre la consultante du Projet GI WACAF et les représentants des autorités impliquées ont également eu lieu durant les quatre jours afin de leur présenter les objectifs de l'activité:

- Le Responsable HSE de l'Agence nationale du Pétrole le 18 mars
- Le Ministre des Infrastructures, des Ressources naturelles et de l'Environnement le 18 mars
- Le Ministre de la Défense et de la Mer le 21 mars
- Le Représentant permanent du Programme des Nations Unies pour le Développement le 21 mars
- La Directrice de l'Institut Maritime et Portuaire le 23 mars

5. Lieu, dates et participants

L'atelier s'est tenu à la Bibliothèque nationale, à Sao Tomé, Sao Tomé-et-Principe, du 21 au 24 mars 2016, et a rassemblé environ 41 participants.

Les participants provenaient des différents ministères et agences gouvernementales impliquées dans la préparation et la réponse aux pollutions marines suivants :

- Ministère des Infrastructures, des Ressources naturelles et de l'Environnement
 - Direction de l'Environnement
 - Agence Nationale du Pétrole
 - Direction de l'Environnement marin et de la Pêche artisanale
 - Direction des Ressources naturelles et de l'Energie
 - Services du cadastre
- Ministère de la Défense et de la Mer
 - Institut Maritime et Portuaire
 - Garde-côtes
- Ministère de l'Administration interne
 - Protection civile
 - Service de Migration et Frontières
 - Conseil national de préparation et de réponse aux catastrophes (CONPREC)
 - Police nationale
- Ministère de l'Economie et de la Coopération internationale
 - Direction des Pêches
- Ministère des Finances et de l'Administration publique, Direction du budget
- Cabinet de registre et d'information publique



Des représentants des autorités locales d'Agua Grande et Lobata et d'ONG (Alisei et ATM) ont également pris part aux travaux.

Les experts invités à animer cette activité étaient :

- Monsieur Jean-Claude Sainlos
- Monsieur Aimyll Prosperre Dzali Dikapa

Pour des raisons indépendantes de la volonté des organisateurs, Monsieur Sainlos n'a pu assister aux deux premières journées de l'atelier.

6. Activités et présentations

6.1. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée le lundi 21 mars 2016 à partir de 9h suivant l'ordre ci-dessous :

- Mot de bienvenue de Monsieur Arlindo de Carvalho, Directeur de l'Environnement, Ministre des Infrastructures, des Ressources naturelles et de l'Environnement
- Discours d'ouverture de Monsieur Carlos Vila Nova, Ministre des Infrastructures, des Ressources naturelles et de l'Environnement (disponible en annexe 3)
- Discours d'ouverture de Chloe Blais, la représentante de l'OMI et de l'PIECA (disponible en annexe 4)

Le Ministre des Infrastructures, des Ressources naturelles et de l'Environnement a souligné la nécessité pour un Etat insulaire du Golfe de Guinée tel que Sao Tomé-et-Principe d'avoir une stratégie de préparation à la lutte et de lutte contre les pollutions marines par hydrocarbures. Il a également soutenu le besoin de ratifier au plus vite les conventions internationales de l'OMI.

La représentante de l'OMI a insisté sur l'importance de la mise en place d'un cadre juridique comme première étape de la constitution d'un dispositif national de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures. Cela passe par la ratification des conventions pertinentes de l'OMI et leur transposition dans le droit national ainsi que par la définition claire des responsabilités. Sur la base de ce cadre juridique peut être développé un plan national d'urgence solide. Madame Blais a également appelé à finaliser ce dispositif au plus tôt dans un contexte de projets (exploration offshore, port en eau profonde) augmentant les risques de pollution par les hydrocarbures.

6.2. Présentations de l'atelier

Les présentations et les interventions des consultants ont été faites en français. Un service d'interprétation simultané français-portugais a été assuré pendant l'ensemble de l'atelier par l'entreprise Flatela.



JOUR 1 **Lundi 21 mars 2016**

Session 1: Présentation du projet GI WACAF

Mme Chloe Blais, consultante GI WACAF

Madame Blais a présenté les objectifs et les activités du Projet ainsi que les améliorations observées dans la région en termes de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures. Le programme de travail pour 2016 et 2017, établi à la suite de la Conférence régionale de novembre 2015, a également été discuté.

Session 2: Présentation des objectifs, du programme et de la méthode de travail

Mme Chloe Blais, consultante GI WACAF

La consultante du Projet GI WACAF a présenté à l'ensemble des participants les objectifs de cet atelier en insistant sur la nécessité d'obtenir des résultats tangibles. Elle a également souligné l'importance de développer un cadre juridique et règlementaire solide et de finaliser un plan national d'intervention d'urgence accompagné de ses annexes. Le programme des quatre jours a ensuite été détaillé. L'accent a été mis sur le rôle de chacun des trois groupes de travail se réunissant durant le deuxième et le troisième jour. Les objectifs et responsabilités spécifiques ont été détaillés :

Groupe de travail 1: Cadre juridique et organisationnel	Groupe de travail 2 : Projet de Plan National d'Urgence	Groupe de travail 3 : Annexes au Plan d'Urgence
-Adhésion aux conventions internationales -Transposition des principales dispositions des conventions internationales -Définition claire et attribution des responsabilités	-Organisation du dispositif de lutte -Evaluation des risques et inventaires des moyens -Procédures -Planification de l'intervention -Dispositions financières -Coopération internationale -Formations et exercices -Amendements	-Coordonnées des intervenants -Liste des experts -Inventaire des personnels et équipements et temps de mobilisation -Cartographie des risques -Atlas de sensibilités environnementales et économiques -Registre de base de données -Correspondants étrangers -Documentation technique et guides

A la fin de cette présentation, un tour de table a été effectué afin de mieux connaître les responsabilités et les entités représentées parmi les participants.

Session 3: Présentation de la sensibilité économique, sociale et environnementale de Sao Tomé

Dr. Aline Capela Fernandes de Castro, technicienne, Direction générale de l'Environnement

Madame Castro a rappelé les différents types de sensibilité avant de présenter les cartes de sensibilité économiques, sociales et environnementales élaborées dans le cadre de son doctorat. Cela a permis de rappeler les principaux risques environnementaux en cas de déversement d'hydrocarbures. Les résultats présentés sont uniquement disponibles pour l'île de Sao Tomé. Un travail similaire devra donc être effectué pour l'île de Principe pour une réponse efficace.



Session 4: Présentation du statut actuel des travaux relatifs à la préparation à la lutte et à la lutte contre la pollution par les hydrocarbures à Sao Tomé-et-Principe

M. Manuel Rosario, Technicien, Direction Générale de l'Environnement

A la suite des ateliers de 2009 et 2014, une Commission nationale a été créée dans le but de développer le dispositif national de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures. Malheureusement, par manque de moyens, cette commission n'a pu se réunir que deux fois et n'a pu atteindre l'objectif fixé. Monsieur Rosario a présenté le document de travail initié lors de deux sessions, en soulignant les sections à compléter. Ce document a été jugé utile par les participants car il a pu servir de base pour le groupe de travail en charge du projet de plan national d'urgence.

Session 5: Constitution des groupes de travail

Ensemble des participants

Monsieur Dzali Dikapa a rappelé aux participants les responsabilités de chaque groupe de travail. Sur la base de ces indications et des connaissances et compétences de chaque personne, les trois groupes ont été constitués.

Groupe de travail 1: Cadre juridique et organisationnel	Groupe de travail 2 : Projet de Plan National d'Urgence	Groupe de travail 3 : Annexes au Plan d'Urgence
Représentants de : -Direction Générale de l'Environnement -Agence nationale du Pétrole -Institut Maritime et Portuaire -Direction des Pêches -ONG locale	Représentants de : -Direction Générale de l'Environnement -Agence nationale du Pétrole -Garde-côtes -Direction de l'Environnement marin et de la Pêche artisanale -Direction des Ressources naturelles et de l'Energie -Police nationale -Service de Migration et Frontières -Police fiscale -Services du cadastre -Direction du budget -ONG locale	Représentants de : -Direction Générale de l'Environnement -Conseil national de préparation et de réponse aux catastrophes -Autorités locales -Entreprise locale

JOUR 2 Mardi 22 mars 2016

La seconde journée a été consacrée au début des travaux des trois groupes constitués lors du premier jour.

Session 6: Réunion des groupes de travail

Ensemble des participants

Le premier groupe de travail a effectué un inventaire de la législation nationale existante ainsi que des conventions internationales pertinentes et a débuté la rédaction d'outils de ratification pour les conventions qui ne sont encore pas ratifiées par Sao Tomé-et-Principe. Le second groupe, sur la base de lignes directrices sur les éléments essentiels d'un plan national d'urgence, a débuté la rédaction d'un document. Le dernier groupe de travail a listé les annexes nécessaires et a débuté le recueil d'informations.

Session 7: Réunion de coordination des 3 groupes de travail

Ensemble des participants

Les rapporteurs des trois groupes de travail ont présenté l'état d'avancement des travaux à la fin de la première journée.

JOUR 3 Mercredi 23 mars 2016

Les travaux des trois groupes ont repris durant la troisième journée.

Session 8: Réunion des groupes de travail

Ensemble des participants

Le premier groupe de travail a initié le développement d'une loi-cadre relative à la prévention, la préparation à la lutte et la lutte contre la pollution par les hydrocarbures. Un arrêté interministériel définissant les responsabilités des entités concernées a également été préparé. Le projet de plan d'urgence a été poursuivi par le second groupe. Le dernier groupe a pu regrouper la quasi-totalité des informations nécessaires pour finaliser les annexes du plan.

JOUR 4 Jeudi 24 mars 2016

Session 9: Session plénière et adoption du rapport

Ensemble des participants

Lors de la dernière journée, l'ensemble des travaux des trois groupes ont été consolidés et discutés en session plénière. Le projet de rapport final comprend :

- Cadre juridique et institutionnel :
 - Projet de loi portant à ratification des conventions pertinentes de l'OMI :
 - Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC 1990)
 - Convention sur la Responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (CLC 92)
 - Convention portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FUND92)
 - Convention Internationale de 2001 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute (BUNKERS 2001)
 - Convention internationale de 1969 sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entra nant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures (INTERVENTION 1969) et son protocole de 1973
 - Loi-cadre nationale
 - Arrêté interministériel
- Projet de plan national d'intervention d'urgence en cas de pollution marine par les hydrocarbures
- Projets d'annexes au plan

Ces documents sont disponibles à la fin de rapport, en appendice.

Le projet de rapport a été adopté par l'ensemble des participants. Il est à noter que ce document devra faire l'objet de consultations avec les personnes compétentes afin de le finaliser. Des recommandations relatives à la procédure de finalisation, accompagnées d'un calendrier, ont également été discutées. Les propositions suivantes ont été retenues :

- Le Ministre de l'Environnement conjointement avec le Ministre de la Défense et de la Mer finalisera le projet d'arrêté interministériel.
- Le Ministre de la Défense et de la Mer finalisera :
 - les projets de lois portant adhésion aux conventions internationales,
 - les instruments d'adhésion à présenter au Secrétaire Général de l'OMI
 - le projet de loi-cadre Dispositions spécifiques relatives à la pollution marine par les hydrocarbures
- Le Ministre de l'Environnement, conjointement avec le Ministre de la Défense et de la Mer, soumettront au Ministre de la Présidence du Gouvernement et des Affaires parlementaires les projets mentionnés ci-dessus en vue de leur examen par le Conseil des Ministres avant le 30 mai 2016.
- Sous réserve des procédures pour l'adoption et la promulgation de lois, il est souhaitable que les projets de lois proposés puissent être adoptés et promulgués avant le 15 septembre 2016.
- Au plus tard un mois après l'adoption de l'arrêté interministériel relatif à la coordination, la participation et la contribution à la préparation à la lutte et à la lutte contre les pollutions marines par les hydrocarbures, le Ministre de l'Environnement convoquera la première réunion de la Commission établie par ledit arrêté afin de finaliser le projet de plan d'intervention d'urgence.

Des recommandations générales ont également été identifiées. Elles sont disponibles dans la section 7 de ce rapport.

Le projet de document a ensuite été présenté à Madame Alda Bandeira, Directrice de l'Institut Maritime et Portuaire et au représentant du Ministre des Infrastructures, des Ressources naturelles et de l'Environnement.

NB : le 27 avril 2016, le Conseil des Ministres a approuvé les projets de lois portant adhésion aux conventions internationales. Les autorités de Sao Tomé-et-Principe ont pris contact le 28 avril 2016 avec la division juridique de l'OMI pour préparer le dépôt des instruments d'adhésion à présenter au Secrétaire Général de l'OMI.

6.3. Cérémonie de clôture

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de la Directrice de l'Institut Maritime et Portuaire, Madame Alda Bandeira, et de Monsieur le représentant du Ministre des Infrastructures, des Ressources naturelles et de l'Environnement.

La représentante de l'OMI a remercié les participants pour leur implication dans les travaux qui a permis d'atteindre les objectifs fixés et de produire des résultats tangibles qui permettront à Sao Tomé-et-Principe de renforcer son dispositif national de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures.

7. Recommandations

Les recommandations suivantes ont été approuvées par les participants et présentées lors du dernier jour de l'atelier :

- Formation des magistrats et juges ainsi que les personnes, chargées de la surveillance et du contrôle, habilitées en cas de violation de la loi à dresser les procès-verbaux.
- Formations techniques au titre du plan d'urgence des parties prenantes opérationnelles
- Formation pour les décisionnaires à la gestion des questions importantes en cas d'accident majeur (ministres ou collaborateurs du ministre)
- Création de décrets d'application de la loi cadre (Ministère Défense pour les navires et les questions portuaires, Ministère de l'Environnement et Agence Nationale du Pétrole)
- Poursuite de l'examen de la ratification de la Convention d'Abidjan, en particulier la question financière
- Sollicitation de l'assistance de l'OMI concernant des actions de formation et finalisation du plan

Appendice 1 : Exemple d'outil de ratification de la Convention Bunkers 2001

INSTITUTO MARÍTIMO E PORTUÁRIO DE SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE (IMAP-STP)

RATIFICAÇÃO DA CONVENÇÃO INTERNACIONAL SOBRE A RESPONSABILIDADE CIVIL POR DANOS CAUSADOS PELO DERRAMAMENTO DE HIDROCARBONETOS

-NOTA EXPLICATIVA-

A Convenção Internacional sobre a Responsabilidade Civil por Danos causados pelo Derramamento de Hidrocarbonetos pelo próprio Navio (BUNKER Convention) foi adoptada em Londres a 27 de Março de 2001 e consta como um dos instrumentos da Organização Marítima Internacional (IMO) que estabelece um regime de responsabilidades e compensações em caso de derramamento de hidrocarbonetos por navios-tanque (petroleiros).

O objectivo fulcral da convenção BUNKER centra-se no estabelecimento da obrigatoriedade da manutenção de uma garantia financeira para cobrir as responsabilidades dos seus proprietários para eventual indemnização dos danos causados pela poluição por derramamento dos combustíveis pelas suas embarcações.

No âmbito internacional, a convenção Bunker entrou em vigor a 21 de Novembro de 2008, contando com 22 Países assinantes.

A IMO vem alertando vários outros países para os benefícios a colher com a ratificação desta convenção e, neste quadro, STP foi convidado a integrar o grupo desses países, através da representação regional para África do Oeste e Central, tendo em conta que ao ratificarmos esta Convenção, os interesses de São Tomé e Príncipe serão melhor protegidos em termos de melhoria da capacidade de resposta perante um eventual derrame de hidrocarbonetos.

Assim sendo,

Considerando que STP partilha com a Nigéria o desenvolvimento da exploração petrolífera na JDZ e está em vias de desenvolver a médio prazo a exploração petrolífera na sua Zona Económica Exclusiva (ZEE);

Tendo em conta que no âmbito da futura exploração do porto de águas profundas vai haver um incremento do tráfego marítimo nas águas são-tomenses;

Considerando os riscos ambientais que ocorrem no transporte de combustíveis e afins;

Assim sendo, é recomendável que STP ratifique esta Convenção o mais breve possível para que se proceda internamente à sua regulamentação.

O procedimento para a ratificação em causa:

A ratificação de uma convenção constitui o momento de vinculação plena do país àquele instrumento e marca normalmente a sua entrada em vigor na ordem jurídica interna. Por isso o enquadramento jurídico deste processo deve ser devidamente clarificado.

De acordo com o nosso quadro jurídico-constitucional, a competência para a ratificação cabe ao Presidente da República, depois de aprovada pela Assembleia Nacional ou pelo Governo, conforme os casos.

No caso concreto desta convenção, a competência para a sua aprovação cabe ao Governo, uma vez que nos termos do artigo 97.º alínea j), a Assembleia Nacional aprova apenas um grupo restrito de convenções, nele enumeradas.

Em síntese, trata-se de uma convenção benéfica para o país que o Governo poderá aprovar, nos termos do artigo 111.º alíneas a), c) e e), em conjugação com a *parte final* da alínea j), do artigo 97.º da Constituição da República.

PROJECTO DE DECRETO n.º ____ /2016

(APROVAÇÃO DA CONVENÇÃO INTERNACIONAL SOBRE A RESPONSABILIDADE CIVIL PELOS DANOS CAUSADOS PELO DERRAME DE HIDROCARBONETOS PELO PRÓPRIO NAVIO)

O presente Decreto tem como objectivo a aprovação para efeitos de ratificação, e tornar o mesmo aplicável na ordem interna da República Democrática de São Tomé e Príncipe, a Convenção denominada Bunker convention que estabelece novas regras e procedimentos internacionais uniformes, que regulam as questões relativas à responsabilidade civil e indemnização adequada em casos de danos ocorridos pelo derramamento de hidrocarbonetos pelo próprio navio.

Assim:

Nos termos das alíneas a), c) e e) do artigo 111.º em conjugação com a parte final do artigo 97.º da Constituição, o Governo aprova a Convenção Internacional sobre responsabilidade civil por danos causados pelo derramamento de hidrocarbonetos pelo próprio navio, feito em Londres, aos 23 de Março de 2001. Esta Convenção está redigida em um só exemplar original nos idiomas árabe, chinês, espanhol, francês, inglês e russo, sendo cada texto igualmente autêntico, e cujo texto, na versão em língua inglesa e respectiva tradução para língua portuguesa, se publica em anexo.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de --- de ----- de 2016.

Assinado em -- de ----- de 2016.

Publique-se.

O Presidente da República, Manuel Pinto da Costa.

Referendado em -- de ----- de .

O Primeiro Ministro – Patrice Emery Trovoada.

ANEXO
INTERNATIONAL CONVENTION ON CIVIL LIABILITY
FOR BUNKER OIL POLLUTION DAMAGE, 2001

Appendice 2 : Projet de loi-cadre

República Democrática  de São Tomé e Príncipe

Governo

**Ante-Projecto de Lei-Quadro sobre a poluição
marinha por hidrocarbonetos**

Lei-Quadro sobre a poluição marinha por hidrocarbonetos

Nota Explicativa

São Tomé e Príncipe é um estado arquipelágico. Por isso, as actividades marítimas representam uma importância extrema para o país, em particular pela dependência particular que o nosso país tem do mar.

Os riscos de poluição por hidrocarbonetos são reais e podem afectar de maneira definitiva a vida das populações costeiras, bem como a fauna a flora marinha. Este risco é actual e deriva da crescente produção de petróleo na região e do tráfego de embarcações transportando óleo. O risco decorrente das actividades futuras de exploração de hidrocarbonetos nas nossas águas também merece consideração.

Esta proposta de Lei foi desenvolvida no seguimento do workshop nacional sobre a preparação do Plano de Contingência para o Combate da Poluição por Hidrocarbonetos e tem como principal objectivo implementar as regras constantes da Convenção internacional sobre a prevenção, actuação e cooperação no combate a poluição por hidrocarbonetos de 1990 (Convenção OPRC 1990), da Convenção internacional sobre a Responsabilidade Civil (CLC, 1970), Convenção internacional contra a poluição por hidrocarbonetos dos navios de 2001 (Convenção BUNKERS 2001), Convenção Internacional para Prevenção da Poluição pelos Navios de 1973 (da Convenção MARPOL) na ordem jurídica interna e regulamentar a matéria específica dos direitos e prerrogativas do Estado nesta matéria.

Preâmbulo

Os riscos de poluição por hidrocarbonetos são reais e podem afectar de maneira definitiva a vida das populações costeiras, bem como a fauna a flora marinha. Este risco é actual e deriva da crescente produção de petróleo na região e do tráfego de embarcações transportando óleo. O risco decorrente das actividades futuras de exploração de hidrocarbonetos nas nossas águas também merece consideração.

Considerando ...

Considerando ... o disposto na convenção MARPOL;

A Assembleia Nacional aprova, nos termos da alínea b), do artigo 97.º da constituição, o seguinte:

Artigo 1.º

É aprovada a Lei-quadro definidora das regras específicas aplicáveis à poluição por hidrocarbonetos nas águas sujeitas à jurisdição da República Democrática de São Tomé e Príncipe, que segue em anexo e faz parte integrante do presente diploma.

Artigo 2.º

O presente diploma entra em vigor na data da sua publicação.

ANEXO I - DISPOSIÇÕES ESPECIAIS SOBRE A POLUIÇÃO POR HIDROCARBONETOS

Capítulo I – Disposições Gerais

Artigo 1.º

Objecto

A presente Lei implementa as disposições especiais sobre a poluição por hidrocarbonetos na ordem jurídica nacional.

Artigo 2.º

Aplicação

1. As disposições especiais previstas na presente Lei são aplicáveis a todos os navios, em especial aos navios-tanques e às unidades offshore, nos termos definidos no artigo seguinte.
2. Salvo menção expressa nesta Lei ou em Convenção Internacional, as disposições especiais previstas na presente Lei são aplicáveis ao mar territorial e a toda a zona económica exclusiva da República Democrática de São Tomé e Príncipe.

Artigo 3.º

Definições

Para os efeitos da presente Lei entende-se:

- a) A Convenção de MARPOL: como Convenção Internacional para Prevenção da Poluição pelos Navios feito em Londres em 02 de Novembro de 1973 e modificado pelo protocolo de 17 de Fevereiro de 1978.
- b) A Convenção OPRC 90 : como Convenção internacional sobre a prevenção, actuação e cooperação no combate a poluição por hidrocarbonetos de 1990, adoptada em 30 de Novembro de 1990.
- c) A Convenção CLC 1992 : como Convenção internacional sobre a responsabilidade civil
- d) A Convenção BUNKER 2001 : como Convenção internacional contra a poluição por hidrocarbonetos dos navios.
- e) A Convenção sobre a intervenção 1969 : como Convenção internacional de Bruxelas de 29 de Novembro de 1969 sobre a intervenção no alto mar em caso de acidente que causa ou podendo causar uma poluição por hidrocarboneto ;



- f) «Hidrocarbonetos» significa petróleo sob qualquer forma, incluindo petróleo bruto, fuelóleo, lamas, resíduos e produtos refinados (OPRC 1990 artigo 2 par 1);
- g) «Descarga», referida a substâncias prejudiciais ou a efluentes contendo tais substâncias, significa qualquer forma de lançamento de produtos efectuada por um navio e inclui qualquer escoamento, lançamento, derrame, fuga, bombagem, emanação ou esgoto. (MARPOL artigo 2 par 3 a)
- h) « Incidente de poluição por hidrocarbonetos » designa um acontecimento ou uma série de acontecimentos com a mesma origem tendo como consequência uma descarga real ou presumível de hidrocarbonetos e constituindo ou sendo susceptível de constituir uma ameaça para o meio marinho, para o litoral ou para os interesses conexos de um ou mais Estados, impondo-se uma acção urgente ou uma actuação imediata. (OPRC 1990 artigo 2 par 2)
- i) «Navio» significa uma embarcação de qualquer tipo que opere no meio marinho e inclui embarcações de sustentação hidrodinâmica, veículos de sustentação por ar, submersíveis, estruturas flutuantes e plataformas fixas ou flutuantes. (MARPOL artigo 2 par 4)
- j) «Unidade offshore» significa toda a instalação ou estrutura offshore fixa ou flutuante destinada a actividades de prospecção, exploração ou produção de gás ou de hidrocarbonetos ou à carga ou descarga de hidrocarbonetos (OPRC 1990 artigo 2 par 4)
- k) «Portos marítimos e instalações para manipulação de hidrocarbonetos» significa as instalações que representam um risco de incidente de poluição por hidrocarbonetos e incluem, entre outros, portos marítimos, terminais petrolíferos, condutas e outras instalações para a manipulação de hidrocarbonetos (OPRC 1990 artigo 2 par 5)
- l)«Prejuízos devidos à poluição »: Qualquer perda ou dano exterior ao navio causado por uma contaminação resultante da fuga ou descarga de hidrocarbonetos provenientes do navio, qualquer que seja o local onde possam ter ocorrido;(CLC 1992 artigo 2 par 3 a) ; BUNKER 2001 artigo 1 par 9 a))
- m) « Capitão »: é designado como responsável ao bordo de um navio. É responsável pela exploração ao bordo de uma plataforma fixa ou flutuante.

Capítulo II – Disposições Especiais

Artigo 4.º - Dever de Comunicação de incidente

1. Aos comandantes ou a outras pessoas encarregadas dos navios que arvoem a bandeira nacional, assim como a pessoas responsáveis por unidades offshore sob sua jurisdição são obrigas a relatar sem demora qualquer ocorrência verificada nos respectivos navios ou unidades offshore envolvendo uma descarga ou descarga provável de hidrocarbonetos.
2. Aos comandantes ou a outras pessoas encarregadas dos navios que arvoem a bandeira nacional, assim como a pessoas responsáveis por unidades offshore sob sua jurisdição são

obrigadas a relatar sem demora qualquer ocorrência verificadas no mar envolvendo uma descarga de hidrocarboneto ou ocasionando a sua presença.

3. As pessoas responsáveis por portos marítimos e instalação de manipulação de hidrocarboneto sobre a sua jurisdição são obrigadas a relatar sem demora para autoridade nacional competente, qualquer ocorrência que envolva uma descarga de hidrocarboneto ou ocasione a sua presença.

4. Todos os navios e aeronaves em missões de fiscalização e controlo, bem como em outros serviços são obrigados a relatar sem demora para autoridade nacional competente ou aos Estado costeiro mais próximo qualquer ocorrência observada no mar num porto marítimo ou instalação de manipulação de hidrocarbonetos que provoca uma descarga de hidrocarboneto, assim qualquer presença de hidrocarboneto.

Os pilotos de aeronaves devem comunicar sem demora para o estado costeiro mais próximo qualquer ocorrência observada no mar que provoca uma descargada de hidrocarboneto, assim como qualquer presença de hidrocarboneto.

6. Os relatórios de ocorrência previstos na alínea 1,2,3 e 4 serão efectuados de acordo com as normas de Organização Marítima Internacional, com base nas directrizes e princípios gerais adoptados pela organização.

Artigo 5.º Plano de emergência de navio

1. Os navios autorizados a alvarar a bandeira nacional são obrigados a disporem a bordo, um plano de emergência em caso de poluição por hidrocarboneto, de acordo com regra 37 do anexo I da convenção MARPOL e artigo 3 da convenção OPRC 90.

2. Todo navio ao qual, nos termos de alínea anterior for exigido a bordo um plano de emergência em caso de poluição por hidrocarboneto ficará sujeito durante o seu tempo de permanência num porto, terminal petrolífero ou águas territoriais sobre jurisdição nacional, a inspecção por perito devidamente autorizados, de acordo com artigos 5 e 7 da Convenção MARPOL ou na legislação nacional.

3. Os operadores das unidades offshores sob sua jurisdição disponham de planos de emergência em caso de poluição por hidrocarbonetos, coordenados com os sistemas nacionais e aprovados de acordo com os procedimentos determinados pela autoridade nacional competente.

4. As autoridades e operadores responsáveis por esses portos marítimos e instalação de manipulação de hidrocarbonetos sobre a sua jurisdição são obrigados a dispor de plano de emergência em caso de poluição por hidrocarboneto ou dispositivos similares coordenados com os sistemas nacionais aprovados de acordo com os procedimentos determinados pela autoridade nacional competente.

Artigo 6.º Responsabilidade criminal

As pessoas e as entidades jurídicas que pratiquem actos em violação do disposto no presente Lei são criminalmente responsáveis nos termos do presente diploma e do Código Penal.

Artigo 7.º - Responsabilidade Civil e dever de assegurar os danos resultantes da poluição por hidrocarbonetos

1. Os navios tanques que transportam hidrocarbonetos e também os navios cargueiros de tonelagem superior a 1000GT navegando nas águas relevantes obre a soberania e a jurisdição de São Tomé e Príncipe devem subscrever a um seguro ou outra garantia financeira, conforme definido na Convenção CLC 92 e BUNKER 2001, respectivamente, a fim de garantir a responsabilidade civil pelos danos causados pela poluição por hidrocarbonetos.

2. Os operadores das unidades offshore que operam na zona sob a jurisdição de STP devem também subscrever um seguro ou outra garantia financeira a fim de garantir a responsabilidade civil pelos danos causados pela poluição por hidrocarbonetos.

Artigo 8.º Responsabilidade Administrativa

Independentemente da responsabilidade civil e criminal, as violações ao disposto no presente diploma estão sujeitas às coimas prevista no capítulo III.

Artigo 9.º - Direito de Intervenção

1. Em caso de avaria ou acidente no mar ocorrido a qualquer navio, aeronave, engenho ou plataforma que transporta ou que tenha ao seu bordo substância nocivas, perigosa ou hidrocarboneto, e que podem constituir um perigo grave para o litoral ou aos interesses conexos no sentido do artigo II – 4 da convenção de Bruxelas de 29 de Novembro de 1969 sobre a intervenção no alto mar em caso de acidente que causa ou podendo causar uma poluição por hidrocarboneto, o armador ou proprietário do navio, o proprietário ou explorador da aeronave, engenho ou plataforma podem ser notificados a tomar todas as medidas necessárias para por fim a este perigo. De igual modo, em caso de perda de elementos da carga de um navio, transportada os contentores, em embalagens, em cisternas, ou a granel, susceptíveis de constituir um perigo grave, directo ou indirecto, para o ambiente.

2. No caso em que esta notificação não tenha efeito ou não produza os efeitos esperados no prazo fixado ou determinado em caso urgência, o Estado pode executar as medidas necessárias às custas, riscos e responsabilidade do armador, proprietário ou explorador ou recuperar o custo junto destes últimos.

3. As disposições previstas no primeiro e segundo parágrafo do presente artigo aplicam-se igualmente aos navios, aeronaves, engenho ou plataformas em estado de avarias ou acidentados no domínio público marítimo, nos portos marítimos e seus acessos.

4. O fornecimento de prestações de bens e serviços necessários à execução de medidas em aplicação do presente artigo ou da convenção de Bruxelas de 29 de novembro de 1969 sobre a intervenção no alto mar em caso de acidente provocando ou podendo provocar uma poluição de hidrocarboneto pode ser obtida por acordo amigável, ou por requisição.

5. As condições de aplicação do presente artigo são fixadas por decreto

Capítulo III – Infracções e Sanções

Secção I – Disposições Gerais

Artigo 10.º Aplicabilidade

O presente capítulo é aplicável às infracções às disposições das regras 15 e 34 do anexo I e do protocolo 1 da convenção de MARPOL, às infracções às disposições da presente secção bem como às infracções, às disposições regulamentares tomadas para sua publicação.

Artigo 11.º - Aplicação aos navios militares e às embarcações do Estado

O presente capítulo não se aplica aos navios de guerra e aos navios de guerra auxiliares, nem aos outros navios pertencentes a um Estado ou explorados por um Estado e afetados exclusivamente, num determinado momento, a um serviço público não comercial.

Artigo 12.º - Jurisdição criminal

Quando uma infracção prevista neste capítulo for consumada para além do mar territorial, somente as coimas podem ser aplicadas.

Artigo 13.º - Responsabilidade solidária

1. Tendo em conta as circunstâncias de fato e nomeadamente às condições de trabalho do interessado, o Tribunal pode decidir que o pagamento das multas pronunciadas contra o capitão, em virtude das disposições do presente capítulo, total ou em parte às custas do proprietário ou do armador.
2. O Tribunal só pode usar da faculdade prevista no número anterior se o proprietário ou armador for citado para audiência.

Artigo 14.º Competência para a fiscalização

1. A competência para a fiscalização cabe à Guarda Costeira.
2. Além da Guarda Costeira, todos os organismos públicos responsáveis pelo licenciamento, regulação, controlo e fiscalização das actividades marítimas e portuárias têm competência para a detecção da infracção e levantamento do auto de notícia, *relativamente às infracções detectadas no âmbito das suas funções*.

Artigo 15.º Competência para a aplicação de sanções

A competência para a instrução do processo e a aplicação das sanções cabe a [***].

Artigo 16.º Garantias do processo sancionatório

O processo sancionatório deve observar todas as garantias do arguido, sendo subsidiariamente aplicáveis as disposições do Código do Processo Penal.

Secção II – Sanções

Artigo 17.º - Descargas não autorizadas no mar

1. É punido com montante de [**] em coimas para todos os capitães culpados de deitar hidrocarbonetos em infracção as disposições das regras 15 e 34 do anexo 1 da Convenção de MARPOL, relativo ao controlo da rejeição do hidrocarboneto.
2. Em caso de reincidência, as coimas a aplicar devem ser equivalentes a três vezes o montante previsto no número anterior.

Artigo 18.º - Agravação

As infracções previstas nos artigo 2 são agravadas para [**] em coimas para os capitães de **navio-tanque** de uma capacidade bruta superior ou igual a 150 toneladas ou outros navios com uma capacidade superior a 400 toneladas, bem como para todos os responsáveis da exploração que estiverem a bordo de **unidade offshore** .

Artigo 19.º - Violação do dever de comunicação da orrência

É punido com [**] e [**] de multa, todo Capitão de navio ao qual ocorreu, no mar ou nas águas interiores e nas rotas navegáveis santomense até aos limites da navegação marítima, um dos eventos mencionados pelo protocolo I da Convenção MARPOL, ou qualquer outra pessoa, que tendo a seu cargo o dito navio, conforme o artigo primeiro deste protocolo, **não reportar a ocorrência**, conforme às disposições do dito protocolo.

Artigo 20.º - Falta de medidas necessárias para evitar o dano

As penas previstas na presente secção são aplicáveis ao proprietário, ou armador, ou seu representante legal ou dirigente de facto, quando se trata de uma pessoa colectiva, ou seja a qualquer pessoa sobre quem Capitão exerce, de direito ou de facto, um poder de controlo ou de direcção na gestão ou no funcionamento do navio, quando este proprietário, este armador ou esta pessoa esteve na origem de uma descarga efetuada em infração aos artigos **17.º, 18.º, 19.º**, ou **não tomou as medidas necessárias para o evitar**.

Artigo 21.º - Negligência

1. Todo capitão é punido com uma multa [**] pelo fato de provocar ou estar na origem de descarga de substancia poluente por imprudência ou negligencia ou ainda por incumprimento das leis ou regulamentos.
2. Todo capitão é punido com a mesma pena, pelo fato de provocar por imprudência, negligencia ou incumprimento de leis e regulamentos, o acidente de mar, tal como definido

pela convenção de 29 de Novembro de 1969, sobre a intervenção no alto mar em caso de acidente provocando ou podendo provocar uma poluição por hidrocarbonetos, ou por não tomar medidas necessárias para evitá-la, quando este acidente provocou uma poluição das águas.

Artigo 22.º - Dano Ambiental por derrame deliberado de hidrocarbonetos

Uma coima de [**] dobras quando a infração é cometida por um navio tanque ou uma unidade offshore

Uma coima de [**] quando a infração for cometida por um navio tanque ou uma unidade offshore e que tenha como consequência directa ou indirectamente um dano irreversível de uma gravidade particular ao ambiente.

Quando as infrações referidas no ponto 1 forem uma violação manifestamente deliberada de uma obrigação particular imposta por lei ou por regulamentos e seja uma falta caracterizada que exponha o ambiente a um risco de uma particular gravidade que seu autor não possa ignorar, as coimas são aplicáveis nas seguintes proporções :

- 1) Uma coima de [**] quando a infração é cometida por um navio outro que não um navio tanque ;
- 2) Uma coima de [**] quando a infração é cometida por um navio tanque ou uma unidade offshore. Quando a infração tenha como consequência directa ou indirectamente um dano irreversível de uma gravidade particular ao ambiente a coima é de [**].

As pessoas singulares que não tenham directamente causado o dano mas que tenham criado ou contribuído para criar a situação que permitiu a sua verificação ou que não tenham tomado as medidas que lhe permitissem evitar, são responsáveis se for provado que ela tenha violado de forma deliberada uma obrigação particular imposta por lei ou por regulamentos e seja uma falta caracterizada que exponha o ambiente a um risco de uma particular gravidade que ela não possa ignorar.

Artigo 23.º - Excepções

1. As descargas efetuadas por navios não são puníveis se forem realizadas de acordo com as condições enunciadas pela regra 4 do Anexo I da convenção MARPOL.

2. As Regras 15 e 34 deste Anexo não deverão se aplicar:

- a) à descarga no mar de óleo ou de misturas oleosas, necessária com a finalidade de assegurar a segurança de um navio ou de salvar vidas humanas no mar; ou
- b) à descarga no mar de óleo ou de misturas oleosas em decorrência de uma avaria no navio ou em seus equipamentos:
 - (i) desde que tenham sido tomadas todas as precauções razoáveis após a ocorrência da avaria, ou à descoberta da descarga, com o propósito de impedir ou de minimizar a descarga; e
 - (ii) excepto se o armador ou o Capitão tiver agido com a intenção de causar a avaria, ou imprudentemente e com o conhecimento de que provavelmente ocorreria a avaria; ou
- c) à descarga no mar de substâncias contendo óleo, aprovada pela Administração, quando estiver sendo utilizada com o propósito de combater incidentes de poluição específicos, para

minimizar os danos causados pela poluição. Qualquer descarga destas deverá estar sujeita à aprovação de qualquer Governo em cuja jurisdição espera-se que venha a ocorrer

Capítulo III – Disposições Finais e Transitórias

Appendice 3 : Projet d'arrêté interministériel

Projeto de Despacho interministerial relativo à coordenação, participação e contribuição para a preparação ao combate e à luta contra as poluições marinhas por hidrocarbonetos (assinatura pelo Primeiro Ministro)

Artigo 1º - Coordenação da preparação ao combate e à luta contra as poluições marinhas por hidrocarbonetos

O Ministro do Ambiente exerce, com a participação do Ministério da Defesa e do Mar, a coordenação do conjunto dos ministérios implicados na preparação ao combate no caso de poluição marinha por hidrocarbonetos. No âmbito das suas responsabilidades, o Ministro do Ambiente exerce, através da Agência Nacional do Petróleo e em cooperação com o Ministro da Defesa e do Mar, a coordenação do combate no caso de poluição por hidrocarbonetos que implicam instalações de exploração e aproveitamento em mar.

O Ministro da Defesa e do Mar exerce, através do Instituto Marítimo e Portuário e com a participação do Ministério do Ambiente, a coordenação da luta no caso de acidente que implica navios, portos e instalações portuárias.

O Ministério da Defesa e do Mar tem a responsabilidade da legislação relativa à transposição no direito nacional das convenções relevantes da Organização Marítima Internacional. O Ministério do Ambiente (através da Agência Nacional do Petróleo) tem a responsabilidade da legislação e da regulamentação relativa às atividades de exploração e de exploração em mar.

Artigo 2º - Participação da preparação ao combate e a luta contra as poluições marinhas por hidrocarbonetos

Participam na preparação ao combate e à luta:

O Ministério dos Negócios Estrangeiros relativamente à ratificação das convenções internacionais relevantes, as relações com os Estados vizinhos ou os Estados e organismos que oferecem assistência.

O Ministério do Interior relativo às questões relativas às alfândegas, à imigração, aos arranjos de segurança civil no caso de catástrofe.

O Ministério das Finanças relativo aos aspectos financeiros (relações com os seguradores, o fundo internacional de indemnização, gestão das contribuições dos países e organismos doadores etc.) e aduaneiros (policia fiscal).

As autoridades locais participam igualmente na preparação de luta e na luta contra as poluições marinhas pelos hidrocarbonetos.

Artigo 3º - Contribuição da preparação à luta e a luta contra as poluições marinhas pelos hidrocarbonetos

São conduzidos de contribuir em função dos seus meios e como necessidade as administrações e organismos seguintes:

O Ministério da pesca relativa à protecção dos recursos náuticos e a poluição pelos navios de pesca, nomeadamente os navios estrangeiros presentes na zona económica de São Tomé

O Ministério responsável da saúde

O Ministério responsável das comunicações

Os organismos de investigação

Os serviços meteorológicos

Os programas ambientais

Artigo 4º - Comissão interministerial para a planificação de emergência no caso de poluição marina pelos hidrocarbonetos

É criada sob a autoridade do Ministro do Ambiente uma Comissão interministerial para a planificação de emergência no caso de poluição marinha pelos hidrocarbonetos.

O Ministro convoca pelo menos uma vez por ano a Comissão interministerial. Reúne-se sob a sua presidência ou da de um dos seus representantes.

A Comissão interministerial é composta dos representantes dos Ministérios ou organismos mencionados nos artigos acima.

A primeira tarefa da Comissão interministerial será de finalizar o projeto de Plano de intervenção de emergência no caso de poluição marinha pelos hidrocarbonetos depois periodicamente, tanto quanto necessário, completá-lo, alterá-lo e assegurar o acompanhamento da sua implementação.

Appendice 4 : Projet de plan national d'urgence et annexes au plan d'urgence

Plano Nacional de Contingência Contra o Derrame de Petróleo em São Tomé e Príncipe - DRAFT

INTRODUCTION

- *champ d'application du plan*
- *objectifs*
- *référence aux conventions internationales et à la législation et réglementation nationale*

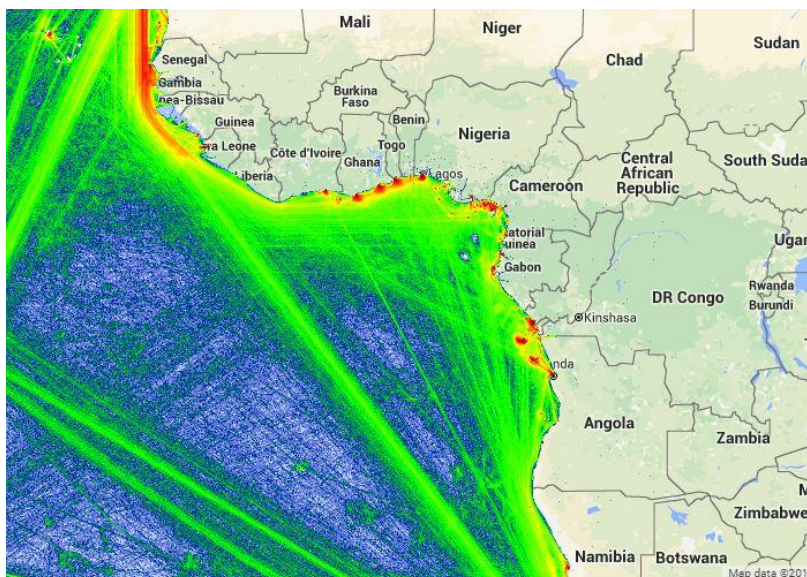
1 - ANÁLISE DE RISCO DE DERRAME DE PETRÓLEO

Portos

1. Porto de Neves – descarga de petróleo
2. Porto de Fernão Dias – carga / descarga de petróleo
3. Voz da América – descarga de petróleo
4. Baía de Chaves – colisão de embarcações e encalhe
5. Porto de Santo António – descarga de petróleo, colisão de embarcações e encalhe

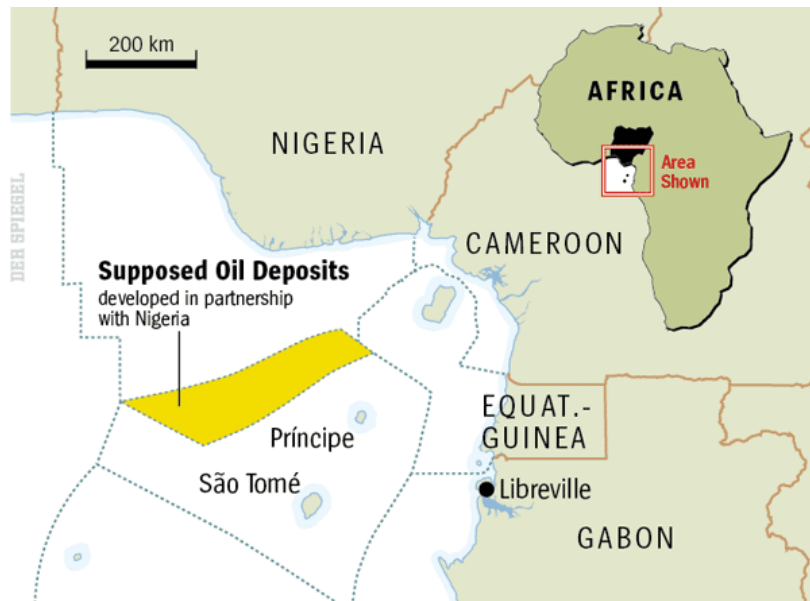
Rotas Marítimas

- Risco elevado, uma vez que cerca 1.000 embarcações petrolíferas passam nas águas territoriais de São Tomé e Príncipe todos os meses
- Aparentemente a costa Este seria mais afetada, uma vez que o tráfico é mais intenso junto ao continente africano



Exploração Petrolífera

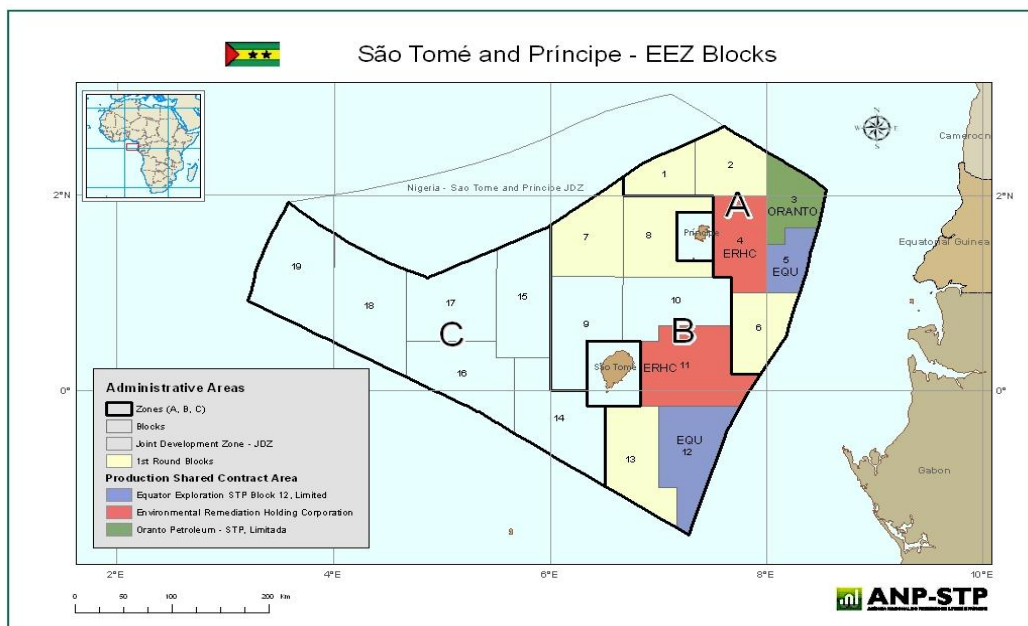
Zona de exploração offshore – 9 blocos explorados na zona conjunta com a Nigéria (136 km²) com grande potencial pesqueiro (atuns principalmente)



Zona de exploração offshore e onshore - Nigéria, Camarões, Guiné Equatorial, Gabão e Angola

Em relação às zonas de exploração offshore e onshore pertencentes aos países do litoral do continente africano, em caso de derrame ambas as ilhas possuem um grande risco, mas a ilha do Príncipe seria a mais afetada, tendo em conta a sua proximidade ao continente.

ZEE de STP – 19 blocos com grande potencial petrolífero mas ainda não são explorados



Caso se dê início à exploração de petróleo na ZEE de STP as zonas mais afetadas por um possível derrame com origem nas plataformas de produção de petróleo seriam a costa sul e este da ilha de São Tomé e todo o litoral da ilha do Príncipe, tendo em conta a sua dimensão reduzida.

Sensibilidade Sócio-Económica

-Turismo

Pedir dados à Direção Geral do Turismo

-Pesca

Pedir dados à Direção Geral das Pescas

Sensibilidade biológica

-Tartarugas Marinhas

Em STP ocorrem 5 das 7 espécies de tartarugas marinhas que existem hoje em dia no mundo. As áreas prioritárias de conservação e mais vulneráveis na ilha de São Tomé em termos de risco da ocorrência de um derrame de petróleo é a zona Norte da ilha de São Tomé entre Morro Peixe e o Ilhéu das Cabras, uma vez que consiste na principal área de desova da tartaruga tatô (*Lepidochelys olivácea*) e a área costeira adjacente é uma área de alimentação muito importante para essa espécie e para a tartaruga mão branca (*Chelonia mydas*). Na zona sul da ilha de São Tomé o ilhéu das Rolas bem como o litoral compreendido entre a praia Jalé e Porto Alegre são áreas de reprodução, desova e de alimentação extremamente importantes para a tartaruga sada (*Eretmochelys imbricata*), tartaruga mão branca e ambulância (*Dermodochelys coriacea*).

Na ilha do Príncipe as principais áreas de desova de tartaruga mão branca são a Praia Grande do Norte da ilha e a praia do Infante, na zona sul da ilha, enquanto a zona da Sundi revelou ser uma área extremamente importante para a reprodução da tartaruga sada.

-Cetáceos

Em STP ocorrem 10 espécies diferentes de cetáceos nas águas nacionais. As áreas com uma grande abundância destas espécies registadas até ao momento são a zona norte de São Tomé, entre a Lagoa Azul e o Ilhéu das Cabras, e na zona sul da ilha de São Tomé, no canal entre a ilha de São Tomé e o Ilhéu das Rolas.

-Aves Marinhas

As Tinhosas são uma das áreas de nidificação de aves marinhas mais importantes de todo o continente africano. Na ilha de São Tomé, as Sete Pedras são importantes zonas de nidificação.

Pedir dados à SPEA e Bird Life

-Recursos Pesqueiros

Pedir dados à Direção Geral das Pescas

Armazenamento e Tratamento de Resíduos

Hoje em dia, STP não possui um local de armazenamento de resíduos de hidrocarbonetos ou um sistema de tratamento dos mesmos.

- Verificar se existe um acordo com o Gabão a nível de armazenamento e tratamento de resíduos na Libreville.

Todos os resíduos são enviados neste momento para Libreville, segundo a Agência Nacional de Petróleo.

Tendo em conta a vulnerabilidade de STP perante um eventual derrame de petróleo existe necessidade de se criar um local de armazenamento e tratamento de resíduos.

3 - PLANIFICAÇÃO DE INTERVENÇÃO

Completar l'organisation et s'assurer de la coherence de cette organisation avec les responsabilites decrites dans les textes legislatifs relatifs a la preparation a la lutte et a la lutte contre les pollutions marines par hydrocarbures

Centro de operação central

Em São Tomé e Príncipe a autoridade nacional responsável pela prevenção de derrames é o Ministério Tutelar do Ambiente;

O comando Nacional de Incidentes será coordenado pelo Ministério Tutelar de Defesa e de Administração Interna. A coordenação de esforços nacionais de resposta a incidentes de derrames na zona marítima será da responsabilidade do Ministério Tutelar da Defesa e na zona terrestre será da responsabilidade do Ministério Tutelar da Administração Interna.

Centro de operação local

A coordenação de esforços nacionais de resposta a incidentes de derrames na zona marítima será da responsabilidade do Ministério Tutelar da Defesa e na zona terrestre será da responsabilidade do Ministério Tutelar da Administração Interna.

Devem existir dois centros de operação local, um centro na ilha de São Tomé e outro na ilha do Príncipe, tendo em conta a distância entre as duas ilhas. Estes centros locais serão responsáveis pela gestão logística e técnica da intervenção.

Cooperação Internacional

Tipos de apoios de forma a combater um eventual derrame de petróleo:

a) Financeiro

- A entidade responsável por solicitar apoio por parte de outros países ou organizações internacionais será o Governo Nacional através dos Ministérios Tutelares dos Negócios Estrangeiros e das Finanças

- Criação de uma conta bancária para o Fundo Nacional de Combate de Derrames de Petróleo onde será canalizado o apoio financeiro solicitado pelos ministérios acima descritos

b) Material

- A entidade responsável por solicitar apoio por parte de outros países ou organizações internacionais será o Governo Nacional através dos Ministérios Tutelares dos Negócios Estrangeiros e da Defesa e do Mar;
- O Ministério Tutelar das Alfândegas será responsável pela autorização e facilitação rápida de entrada, inspeção e isenção rápida dos direitos de materiais solicitados. Este pedido de autorização de entrada rápida de materiais solicitados terá de ser enviado pelo Ministério Tutelar da Economia às alfândegas;
- O material será atribuído ao Comité Nacional de Luta contra Derrames de Petróleo, o qual será responsável pela certificação, distribuição e utilização do material pelo Corpo Operacional de Intervenção.

c) Institucional e Técnico

- A entidade responsável por solicitar apoio institucional e técnico por parte de outros países ou organizações internacionais será o Governo Nacional através dos Ministérios Tutelares, dos Negócios Estrangeiros, da Defesa e do Mar, da Administração Interna e do Ambiente;
- O Ministério Tutelar da Administração Interna será responsável pela autorização de entrada rápida e atribuição de vistos de permanência aos técnicos estrangeiros das equipas de intervenção no terreno (este tipo de procedimento já existe em caso de crise);
- O Ministério Tutelar da Defesa e do Mar será responsável pela logística, transporte e segurança das equipas de intervenção no terreno.

4 - PROCEDIMENTOS

Notificação e alerta

A notificação de um incidente por hidrocarboneto e os seus derivados será da responsabilidade do centro de reposta sediado na guarda costeira e será canalizado para os membros do comité nacional de luta contra derrames. Esta notificação será baseada num formulário onde constam entre outras as seguintes informações:

Localização do derrame (Latitude e longitude)

Identificação da pessoa que reportou o incidente

Data e hora de observação

Causa da poluição

As outras informações poderão ser consultadas no formulário em anexo.

A notificação também poderá ser recebida através de uma parceria internacional com os países da sub-região por meio de informações obtidas por satélite, após a ratificação das convenções (Convenção de Abijam, Convenção da OPRC90, Convenção Fundo92 e a Convenção CLC92).

Comunicação

Após a receção da informação sobre um possível derrame no mar, será verificada a autenticidade da informação automaticamente in locu procedendo-se posteriormente a um pedido de autorização ao governo para intervenção.

Seguidamente a equipa fará uma exposição à comissão da situação encontrada, para que esta se pronuncie quanto as ações a serem tomadas a posteriori.

Mobilização e desmobilização

Trata-se da mobilização de recursos humanos (Todas as entidades envolvidas)

Financeiros (Ministério Tutelar das finanças e da administração pública e ANP)

Materiais (Equipamentos de apoio disponível localmente para a realização das atividades)

Integração de assistência Internacional

STP não dispõe de equipamentos de luta contra a poluição pelo que terá que contar com a ajuda das organizações internacionais. Entretanto tem sido exigido as companhias petrolíferas que exploram nas zonas offshore que mantenham nas suas embarcações alguns equipamentos necessários para as operações de luta contra a poluição, em casos de derrame que permitirão minimizar a situação enquanto aguarda pela chegada dos meios adequados.

5 - DISPOSITIVOS FINANCEIROS

O Governo Nacional através do Comité de Luta Contra Derrames de Petróleo será responsável pela mobilização e coordenação de solicitação de dispositivos financeiros internacionais para o combate de um eventual derrame, bem como a elaboração e apresentação dos relatórios financeiros relativos à utilização dos fundos solicitados para a limpeza do derrame.

Fontes de financiamento:

- a) Empresa de Exploração de Petróleo – Companhia de Seguros
- b) Armador da embarcação – Companhia de Seguros
- c) Fundos Internacionais de Resposta Rápida
- d) Instituições Regionais (CEEAC-Comunidade Económica dos Estados de África Central, Comissão do Golfo da Guiné, etc.)
- e) Convenções Internacionais
- f) Tesouro Nacional (Desbloqueio rápido de fundos)

6 – EXERCÍCIOS

Programa de exercícios

Os exercícios de resposta contra derrames de petróleo são a melhor forma de consciencializar todos os participantes acerca dos perigos dos derrames e asseguram a manutenção de um adequado de preparação para todas as partes envolvidas.

A preparação e monitorização do programa de exercícios de resposta contra derrames é da competência da Comissão Nacional de Luta contra Derrames de Petróleo.

Requisitos para os exercícios de derrames de petróleo

Todos os organismos públicos e privados, obrigados a ter planos de contingência em STP devem estabelecer um programa de exercício de derrames de petróleo, com os seguintes requisitos mínimos:

Um exercício completo de derrame de petróleo, incluindo mobilização de recursos, com a periodicidade mínima de três anos.

A indústria petrolífera e as autoridades portuárias devem realizar anualmente um exercício de simulação de derrame de petróleo, para verificar o estado de preparação dos organismos públicos e privados num eventual derrame de petróleo a partir do nível 2.

A indústria petrolífera terá de possuir o material adequado e atualizado para combater um eventual derrame

Todos os exercícios devem ser seguidos de uma sessão de informação a fim de realçar as lições deles aprendidas e as recomendações para melhoramento dos procedimentos de planificação de contingência contra derrames de petróleo.

Os avisos de exercícios a serem realizados devem ser enviados à Comissão Nacional de Luta contra Derrames de Petróleo com, pelo menos, três semanas de antecedência.

Os relatórios completos dos exercícios serão elaborados pela Comissão Nacional de Luta contra Derrames de Petróleo, e devidamente enviados, incluindo recomendações, para as entidades nacionais que participaram em cada exercício, num prazo máximo de um mês.

Exercícios de notificação

Estes exercícios destinam-se a ensaiar procedimentos de alerta e mobilização das equipas de combate e são levadas a efeito por telefone e outros meios de comunicação, conforme indicado no plano de resposta.

As entidades nacionais que participarão nestes exercícios serão: o Ministério da Defesa, a Comissão Nacional de luta contra Derrames de Petróleo, Autoridade Geral de Regulação (AGER), CST, UNITEL.

Estes exercícios devem ser usados para testar os sistemas de comunicação, a existência de pessoal e para avaliar a aptidão para a transmissão rápida e precisa de informações.

Este tipo de exercícios tem tipicamente, a duração de uma a duas horas e pode ser realizado em qualquer altura do dia ou da noite, com ou sem aviso prévio, e deve ser realizado trimestralmente.

Exercícios de planeamento

Estes exercícios consistem de discussões interativas entre membros de uma equipa de resposta acerca de um cenário simulado sem envolver mobilização de pessoal ou equipamento e devem ser coordenados pelo Ministério Tutelar do Ambiente.

As entidades nacionais que participarão nestes exercícios serão: Instituto Nacional de Meteorologia, Direção Geral do Ambiente, Agência Nacional do Petróleo, Ministério Tutelar da Defesa, Ministério Tutelar da Administração Interna e Direção dos Cuidados de Saúde.

Podem ser realizados numa sala de conferências ou numa série de salas ligadas por linhas telefónicas. Estes exercícios concentram-se nas funções e ações dos indivíduos, na interação entre as várias partes e no desenvolvimento de estratégias de informação e resposta.

Tipicamente, um exercício de planeamento dura de duas a oito horas e deve ser previamente anunciado para assegurar a presença do pessoal, e deve ser realizado anualmente.

Exercício de mobilização de equipamento

Estes exercícios envolvem a mobilização de equipamento de combate a derrame de petróleo de locais específicos, em resposta a um cenário de derrame de acordo com estratégias estabelecidas no plano para esse cenário.

As entidades nacionais que participarão nestes exercícios serão: Ministérios Tutelares da Defesa, da Administração Interna, Serviço de Migração e Fronteiras, Alfandega e Polícia Fiscal.

Estes exercícios terão, tipicamente, uma duração de quatro a oito horas e devem ser frequentemente repetidos ao longo do primeiro ano, até que as equipas se sintam familiarizadas com o equipamento. A partir do segundo ano, este tipo de exercício deve ser realizado anualmente.

Este exercício pode ser levado a efeito em conjunto com um exercício de planeamento ou de controlo de incidente.

Exercícios de controlo de incidente

Estes exercícios destinam-se a simular diferentes aspetos de um incidente de derrame de petróleo. Embora exercícios internos sejam benéficos na fase inicial do desenvolvimento de uma equipa, é somente exercitando com as pessoas que estiverem na realidade envolvidas numa emergência que uma equipa de combate pode ser adequadamente testada e treinada.

As entidades nacionais que participarão nestes exercícios serão: Ministérios Tutelares da Defesa, da Administração Interna e do Ambiente

Tipicamente, os exercícios de controlo de incidente terão a duração de um dia inteiro, seguido de sessões de revisão no dia seguinte, e devem ser realizados duas vezes por ano.

7 - ACTUALIZAÇÃO DO PLANO DE CONTINGÊNCIA

Após a conclusão das atividades, o plano de contingência será revisto e atualizado conforme as falhas registadas e erros cometidos ao longo de um exercício completo de resposta a derrames de petróleo. Desta forma, o plano deverá ser atualizado de 4 em 4 anos, uma vez que um exercício completo de resposta a derrame de petróleo deve ser feito com uma frequência mínima de 3 em 3 anos.

O plano terá de ser atualizado após a ocorrência de um acidente associado a derrame de petróleo, caso se verifique a ocorrência de lacunas técnicas e logísticas ao longo da intervenção.

Os anexos têm de ser frequentemente atualizados a nível de empresas ou embarcações que se encontram em São Tomé e Príncipe.

ANEXOS

ANEXO 1 - Identificação das Organizações Fundamentais (Intervenientes)

ANEXO 2 - Identificação dos Principais Peritos

ANEXO 3 - Identificação dos Equipamentos para Contenção de Derrame

3.1. Listagem de equipamentos

3.2. Comunicação

3.3. Meios Logística Interna

3.4. Alojamentos

3.5. Transporte

3.5.1. Companhias Áeria

3.5.2. Transporte Maritimo

3.5.3. Transporte Terrestre

ANEXO 4 - Cartografia de Risco / Atlas de Sensibilidade Ambiental e Económica

ANEXO 5 - Registo de Base de Dados

ANEXO 6 - Correspondente no Estrangeiro

ANEXO 7 - Formulários de Alerta

ANEXO 1: Identificação das organizações fundamentais (intervenientes):

INSTITUIÇÃO	RESPONSÁVEL	Contacto	Endereço
Administração Pública			
Ministério de Finanças • ENAPORT	Américo Ramos	2221426	Largo das Alfandegas
	Alexandre Guadalupe	Fax: 2224949/2221841	Largo das Alfandegas
Ministério de Negocio Estrangeiro	Manuel Salvador dos Ramos		Av 12 de Julho /
Ministério Defesa e do Mar • Guarda Costeira • Força Armadas • Capitania dos Portos • IMAP	Carlos Stock		Av 12 de Julho /
	Idalecio João	2227479/2227828	Largo das Alfandegas
	Horário Sousa	2222125 /2222326	Bairro Militar
	Ruiz Vera Cruz	9907556 / 221520	Largo das Alfandegas
	Alda Bandeira	9904000	Largo das Alfandegas
Ministério de Saúde	Maria de Jesus Trovoada	Fax.: 2221306 Tel.:	Rua do Município
Ministério de Infra-estrutura Recursos Natural e Ambiente • D. G de Ambiente • D. G. R N. Energia • ANP	Carlos Vila Nova	2221631	Largo das Alfandegas
	Arlindo Carvalho	2225323/9904017	Av. Kwame-N'kruma
	Gilmar Ramos	9963757	Largo das Alfandegas
	Horlando Pontes	2226937	Av. Das Nações Unidas
Ministério de Administração Interna • Policia Nacional • CONPREC • SNPCP • Policia Fiscal • Migração e Fronteira • Poder Local	Arlindo dos Ramos		
	Samuel António	2222222	Largo das Alfandegas
	Carlos Dias	9926121	Av. Margina 12 de Julho
	João zuza	227234 / 9908390	Bairro Quilombo
	Julião Pinto	9926985 / 2222637	Largo das Alfandegas
	Fernado Perreira		Largo das Alfandegas
	Ekneide Santos	2223925 / 9903926	Av. Amílcar Cabral
Ministério de Economia e Cooperação Internacional • Direcção das Pescas	Agostinho Fernandes		Largo das Alfandegas
	João Pessoa	2222099 / 2222828	Av. Marginal 12 de Julho
Ministério da Presidência do Conselho de Ministro • Comunicação Social ○ TVS ○ Rádio ▪ Radio Regional ▪ Radio Comunitária	Afonso Varela		Praça Yon Gato
	Patrick Vieira		
	João Ramos	22221041	Bairro Quinta de S. Antonio
	Braçana Santos	2221342	A.v Marginal 12 de Julho

OPERADORES ECONOMICOS			
ORANTO PETROLEUN	Silu Santos	9923639/22275 17	silusantos@hotmail.com
EQUATO EXPLORATION	Tatiana Vila Nova		
ERHC			
GALP	Carla Neves		
SINOANGOL			
INSTITUIÇÕES E PARCEIROS EXTRANGEIROS			
PNUD	José Salema	Fax: 2222198 2221122	Av. das Nações Unidas
União Europeia	Ministro – Agostinho Fernandes		
FAO	Argentino Santos		
BAD	Hélder Barros		
ONG's			
Vermelha Cruz	Frederico dos Anjos	Fax: 222305	Av. Marginal 12 de Julho CP 96
MARAPA	Gilberto do Rosário	Tel: 2222792	Largo das Alfandegas
FONG	Elba		

ANEXO 2: Identificação dos Principais Peritos

Especialidade	NOMES	ENDEREÇO/CONTACTOS
Ambientalista	Gilberto do Rosário	MARAPA
	Guilherme Mota	ANP Tel.: 9916876 Email: guilherme_mota4@hotmail.com
Químicos	Antónia Neto	CIAT Telef. Email:
	Silú Santos	Oranto Petroleum Tel.: 9923639 Email: silusantos@hotmail.com
	Darnel Baia	DGA Tel.: 9921463 Email:
	Suliza Quaresma	DGA Tel.: 9971852 Email:
Meteorologistas	Ancelmo Fernandes	Tel.: Email:
	Zé Luís Onofre	Tel.: 9810023 Email: limaonofre@Gmail.com
	Idalécio Manjor	Tel.: Email:
	Nilton Fereira	Tel.: Email:
	Nelson Lima	Tel.: Email:
Biólogos	Wilfred Zacarias	DGA Tel.9845354 Email: wilfredzacarias@hotmail.com
	Manuel do Rosário	DGA Tel.: 9911266 Email:
Juristas	Mé Chinhô	IMAP Tel.: 9921405 Email:
	Eurídice Semedo	IMAP Tel.: 9951290 Email: juridice@hotmail.com
	Guilherme Posser	Tel.: Email. :
Geógrafos	Abnilde Lima	DGA Tel.: 9971692 Email: abnildelima-10@hotmail.com
	Peterson Fernandes	CADASTRO Tel.: Email:
	Sadiel	Camara Distrital Lobata Tel.: 9991915
	Guabi Trindade	INE Tel.: Email:
Cartógrafos	Heliodoro Quaresma	SGC Tel.: 9907647 Email:
		SGC

	Fernando Trindade	Tel.: 9905981 Email:
Biólogo Marinho	Virginia Gotinho	DGP Tel.: 9907655 Email: virginiacarvalho@hotmail.com
	Elisio Neto	MARAPA Tel.: 9914560 Email:
	Estrela Mantilde	HBD - Principe Tel.: 9869031 Email.:
	Aline Castro	DGA Tel.: 9925534 Email: alinecastro527@hotmail.com
Oceanógrafo	Horácio Neto	IMAP Tel: 9904176 Email:
	Carlos Amado	ENAPOR Telef. Email:
Epidemiologista	Drº Deodato Xavier	M.SÁUDE Telef. Email:
Activistas Ambientais	Jorge Rio	MARAPA Telef. Email:
	Wilson Pires	NAPAD (Presidente) Tel.: 9909194 Email:
	Associação dos Pescadores	Ass. Pescadores Tel.: Email:
Jornalista	Genisvaldo Nascimento	TVS Tel.: Email:
	Inter Mamata	STPPRES Tel.: Email:
	Hilário Neto	Tel.: 9911585 Email: netohilario@yahoo.com
Sociólogo	Geisel de Menezes	Telef. Email:
	Olívio Diogo	Telef.: 9931713 Email:
Cruz Vermelha	Luissander Carvalho	Tel.: 9911923 Email: imbraim-13@hotmail.com
	Cristiano Dondô	Tel.: Email:
Geo-Físico	Wilson Carvalho	Tel.: 9904581 Email.: carvalhowilson@hotmail.com
	José Basto	Tel.: Email.: jbasto81@hotmail.com
Geólogo	Kassi Costa	Tel.: 9808627 Email.:
	Edchilson Cravid	Tel.: 9968484 Email.:

ANEXO 3: Identificação dos Equipamentos para Contenção de Derrame

Equipamento	Fornecedor	Contacto	Endereço
Equipamentos			
Camiões / Retroescavadora	JAA	Fax: 2227295 9903123	Pedreira - Agua Marçal
	Mota-Engil		
	Soares da Costa	2221849 Fax: +2392221849	Av. Kwame-N'kruma
	Egecon	2223942	egecon1@hotmail.com
Autocarro Escolar	MEC	2221466	Av. 12 de Julho Largo Marcelo da Veiga
Navios, Barcos e Botes	Guarda Costeira	2227479/2227828	Largo das Alfandegas
	ENAPORT	Fax: 2224949/2221841	Largo das Alfandegas
Equipamento para Protecção Individual (Kits de EPIs)	BATIMAT (loja comerciais)		Bobo Foro
	BOMBEIROS	227234 / 9908390	Bairro Quilombo
	AGRIPALMA (Privado)	9801897 / 9870193	Ribeira Peixe
	Sonangol STP /	9903589	Rua da Guiné – CP 50
	Enco, SARL	2241350	Rua da Guiné – CP 50
GPS	INE	2241850	Largos da Alfandegas
	Cadastro	9907647 / 222936	Av. Kwame-N'kruma
	Ambiente	9904018 / 2225232	Av. Kwame-N'kruma
	DGRNE	9963757 / 2222747	Largos da Alfandegas
Câmaras Fotográficas	PIC		Av. de Conceição
Computadores Portáteis	INIC		
	BANOF STP		
	PNUD	2222189	Av. das Nações Unidas
3. 2. COMUNICAÇÃO			
Rádio de comunicação	AGER	2227560	Bairro de Hospital
	EMAÉ	2244701	Largo de Água Grande
	CST	2222226	Largo de Água Grande
	Unitel	1900000	Av. Marginal 12 de Julho, Vila Maria Edifício do Equador
Telemóveis	CST	2222226	Largo de Água Grande
	Unitel	1900000	Av. Marginal 12 de Julho, Vila Maria Edifício do Equador
Cartões de Créditos/recarga	CST	2222226	Largo de Água

			Grande
	Unitel	1900000	Av. Marginal 12 de Julho, Vila Maria Edifício do Equador
Internet/rede sociais	CST	2222226	Largo de Água Grande
	Unitel	1900000	Av. Marginal 12 de Julho, Vila Maria Edifício do Equador
3.3. MEIOS LOGÍSTICA INTERNA			
Tendas	Força Armada	2222125 / 2222326	Quartel de Mourro
	SNPCB	227234 / 9908390	Bairro Quilombo
	Cruz Vermelha		Av. 12 de Julho
Combustível	Enco	2241350	Rua da Guiné – CP 50
	Senagol	9903589	Rua da Guiné – CP 50
	CEDEC	9903742/2221441	Quinta de S. António
	COMPROVA	2222421	Boa Morte - Palmar
	ENTRESANTO		
	REVIA		
Recursos Humanos	Força Armadas	2222125 / 2222326	Bairro Militar
	Guarda Costeira	2227479/2227828	Largo das Alfandegas
	SNPCB	227234 / 9908390	Bairro Quilombo
	Polícia Nacional	2222222	Rua João de Deus
	Guarda Presidencial		
Recursos Financeiros	Ministério das Finanças		
	Fundo de Emergência – Ministério de Trabalho		
Viveres	Armazém de ENAPOR (GGA)		Largos da Alfandegas
	Casas Comerciais		
	Super Mercados		
Medicamentos	ENAMD (armazem)		Bobo Forro
	Instituto M. Val Flôr		Av. Amilca Cabral
	Hospital		Bairro de Hospital
	Farmácias (diversos)		
3.4. ALOJAMENTOS			
Omali Lodge	João Mendes	2222350 reservations@omalilodge.com	Praia Lagarto
Hotel Praia	José António Alves	Tel :2226235 9986250 Fax:2221458 Email; hotel;praia@gmail.com	Praia Lagarto

Hotel Residencial Avenida	Dulce Gomes	Fax:2221333 Tel:2241700/ 2222368 Email:ravenida@cstome.net	Av. da Independência
Hotel Residencial Baia	Amandio Pinheiro	Tel: 2221155 /2242100 Fax:2222921 Emeil:hotelbaia@cstme.net	Avenida da Conceição
3.5. TRANSPORTE			
3.5.1. COMPANHIAS ÁERIA			
STP Airways	Felisberto Neto	222 1160 www.stpairways.st	Av. marginal 12 de Julho CP.45 São Tomé
TAP	Natacha Dalva	2222307 Fax: 2221528 Email: reservas.tap@cstome.net www.flytap.com	Rua ex. Dr. Luis Machado CP. 414
TAAG	Mascarenha	2223201 / 224 1150 Fax: 2222701 www.taag.com Email: taagstp@cstome.net	Av. Giovani
CEIBA			Av. Marginal 12 de Julho
3.5.2. TRANSPORTE MARITIMO			
NAVETUR			
SOMAGOR			
SOUTUR			
3.5.3. TRANSPORTE TERRESTRE			
PONTA D'OURO			
RENTACAR			
MISTRAL VOYAGES			

ANEXO 4: Cartografia de Risco / Atlas de Sensibilidade Ambiental e Económica

Mapas e Cartas	Fornecedor	Contacto	Estado
Sensibilidade Ambiental	Ambiente	2225323	Por atualizar
	Dr ^a Aline Castro	9925534	
	Cadastro	9907647 / 222936	
	INE	2241850	
Vulnerabilidade Ambiental da Costa	Ambiente	2225323	Disponível
Mapas de Navegação	Guarda costeira	2227479 / 2227828	Disponível
Divisão Administrativa de País	INE	2241850	Disponível
	ANP	2226937	
	Ambiente	2225323	
Zonas susceptíveis á pescas: <ul style="list-style-type: none"> • Concentração de pescados 	Direcção das Pescas		Por realizar
Mapas de delimitação fronteiriça <ul style="list-style-type: none"> • Zona económica exclusiva • Zona Conjunta) 	ANP	2226937	Disponível
Mapa distribuição da população	INE	2226937	Disponível
Mapas de Oceanografia do país (Baltimetria)	ANP	2226937	Disponível
Imagem de satélites	Guarda Costeira	2227479/2227828	
Mapa de rotas de navegação dos barcos e navios petroleiros (carregadores)	Guarda Costeira	2227479/2227828	Por atualizar
Mapa de plataforma dos países vizinhos	ANP Gripe	2226937	Por atualizar
Mapas ou dados de direcção dos ventos	Meteorologia	151	Disponível
ATLAS DE SENSIBILIDADE AMBIENTAL E ECONÓMICA			A DESENVOLVER

REGISTRO DE BASE DE DADOS

Base de Dados	Estado
Necessidade de actualização dos dados existentes de São Tomé.	Urgente
Criação de mapa de sensibilidade ambiental do Região Autónoma de Príncipe.	Urgente
Criação de uma base de dados uniformizada	Urgente

ANEXO 5: CORRESPONDENTE NO ESTRANGEIRO

INSTITUIÇÃO	RESPONSÁVEL	Contacto	Endereço
Oil Spill Response (OSR) UK		+44 (0) 1242726859 +44 (0) 1242726850	aberdeen@oilspillresponse.com
CEDRE (France) • Correspondant zone Méditerranée	Stephane Doll	+ 33 (0)2 98 33 10 10 Fax : + 33 (0)2 98 44 91 38 Email: contact@cedre.fr	715 rue Alain Colas CS 41836 29218 BREST CEDEX 2 France
	Gilberto le Lanh	+ 33 (0)2 98 33 10 10 Fax : + 33 (0)2 98 44 91 38	
International Maritime Organization (IMO)	Mr. Kitacklin	+44 (0) 2077357671 Fax: +44 (0) 2075873210 Email: info@imo.org	4, Albert Embankment London SE1 7SR UK
International Tankers Owners Pollution Federation Ltd. (ITOPF, Ltd)		+44 (0) 2075666999 Central@itopf.com	1 oliver's yard 55 City Road London EC1Y 1HQ
European Union (UE)	Ministro – Agostinho Fernandes		
International Oil Pollution Compensation Funds		+ 44 (0)20 7592 7100 Fax: + 44 (0)20 7592 7111 email (for all enquiries): info@iopcfund.org	23rd Floor Portland House Bressenden Place London SW1E 5PN United Kingdom
Responsável Governamental que se pode contactar para as crises petrolíferas: Nigéria			
Responsável Governamental Que Se Pode Contactar Para As Crises Petrolíferas: Gabão			
Responsável Governamental que se pode contactar para as crises petrolíferas - Guiné Equatorial			
Responsável Governamental que se pode contactar para as crises petrolíferas – Cameroon			

ANEXO 6: Formulários de alerta

FORM A
OIL SPILL/LEAK NOTIFICATION REPORT
This report must be submitted within 24 hours of Spill Incidence

1. GENERAL INFORMATION:				
i. Company Name:				
ii. Incident Details:-		Date of Incidence (dd/mm/yy)	Time of Incidence (24h standard/daylight)	Date of Observation (dd/mm/yy)
iii. Spill Reference No:			hrs to hrs	Time of Observation (24h standard/daylight)
			hrs to hrs	hrs to hrs
Survey By: Foot/Boat / Helicopter / Overlook /		Sun / Clouds / Fog / Rain / Snow / Windy		
Level of Impact: <input type="checkbox"/> No Impact <input type="checkbox"/> Slight Impact <input type="checkbox"/> High Impact				
Estimated quantity spilled:				
2. Site Details				
i. Site Name:		OML:		
ii. GPS FIELD POINTS		Total Length _____ m	Length Surveyed _____ m	Differential GPS Yes/No
Spill Start Point GPS: EASTINGS _____		_____ meters	NOTHINGS _____	_____ meters
Spill End Point GPS: EASTINGS _____		_____ meters	NOTHINGS _____	_____ meters
iii. Site area				
<input type="checkbox"/> Mud Swamp <input type="checkbox"/> Freshwater <input type="checkbox"/> Mangrove <input type="checkbox"/> Coastline <input type="checkbox"/> Near Shore <input type="checkbox"/>				
<input type="checkbox"/> Offshore <input type="checkbox"/> Others (Specify).....				
iv. Containment Measures in Place				
<input type="checkbox"/> Boom <input type="checkbox"/> Traps <input type="checkbox"/> Bunds <input type="checkbox"/> Sorbents <input type="checkbox"/> Others (Specify).....				
v. Type of Contaminant				
<input type="checkbox"/> Crude Oil <input type="checkbox"/> Condensate <input type="checkbox"/> Chemicals <input type="checkbox"/> Refined Products <input type="checkbox"/> Others (Specify).....				
vi. Facility				
<input type="checkbox"/> Pipeline <input type="checkbox"/> Flowline <input type="checkbox"/> Wellhead <input type="checkbox"/> Manifold <input type="checkbox"/> Flow Station <input type="checkbox"/> Rig <input type="checkbox"/>				
<input type="checkbox"/> Storage Tank <input type="checkbox"/> Compressor Plant <input type="checkbox"/> Others (Specify).....				
vii. Properties at Risk				
<input type="checkbox"/> Farmland <input type="checkbox"/> Fishpond <input type="checkbox"/> Vegetation <input type="checkbox"/> Fishing Net <input type="checkbox"/> Surface water <input type="checkbox"/>				
<input type="checkbox"/> Sensitive Objects <input type="checkbox"/> Other (Specify).....				
3. SURVEY TEAM NO		Name	Organization	Phone Numbers
REPORTING OFFICER:				
DESIGNATION:				
SIGNATURE: DATE:				
*RBA Report must be submitted within 2 weeks of the Spill Incidence.				

Appendice 5 : Délibération du 13 avril 2016 du Conseil des Ministres de Sao Tomé-et-Príncipe approuvant les projets de lois portant adhésion aux conventions internationales

República Democrática de São Tomé e Príncipe



(Unidade - Disciplina - Trabalho)

**Ministério da Presidência do Conselho de Ministros
dos Assuntos Parlamentares**

DELIBERAÇÃO

Reunido na sua 35ª Sessão Ordinária, realizada no dia 13 de Abril de 2016, o Conselho de Ministros analisou a Convenção Internacional sobre a Responsabilidade Civil inerente aos danos causados pela poluição por Hidrocarbonetos (CLC92), adotada em Londres em 30 de Novembro de 1990 e que entrou em vigor em 13 de Maio de 1995, a Convenção Internacional sobre a Criação de Fundo de Compensação pelos Danos Causados pela Poluição por Hidrocarbonetos, FUNDO 92 e a Convenção Internacional sobre a Prevenção, Actuação e Cooperação no Combate à Poluição por Hidrocarbonetos, OPRC 90 e, considerou indispensável que São Tomé e Príncipe disponha de instrumentos que garantam, em caso de derrame de petróleo, à responsabilidade do proprietário do navio transportador e decidiu por unanimidade aprovar as seguintes Convenções: **a)** Convenção Internacional sobre Responsabilidade Civil pelos Danos Causados pela Poluição por Hidrocarbonetos, CLC 92; **b)** a Convenção Internacional sobre a Criação de Fundo de Compensação pelos Danos Causados pela Poluição por Hidrocarbonetos, FUNDO 92 e **c)** a Convenção Internacional sobre a Prevenção, Actuação e Cooperação no Combate Poluição por Hidrocarbonetos, OPRC 90.

Feito em São Tomé aos 03 dias do mês de Maio de 2016.



Dr. Afonso da Graça Varela da Silva

Ministro da Presidência do Conselho de Ministros e
dos Assuntos Parlamentares

Annexe 1 – Programme



P
R
O
G
R
A
M
M
E

Atelier national pour le développement d'un dispositif national de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures

Sao Tomé, Sao Tomé-et-Principe
21 – 24 mars 2016

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa

Organisé par :
Ministério dos Recursos
Naturais, Energia e
Ambiente



L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe

L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (GI WACAF) est un partenariat entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et IPIECA, l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, dont l'objectif est de renforcer la capacité des pays à se préparer et à répondre aux déversements d'hydrocarbure.

Une des caractéristiques innovantes est de promouvoir le développement de partenariats public/privé pour une réponse efficace aux déversements d'hydrocarbures faisant usage de l'expertise et des ressources existantes au niveau de l'industrie.

La mission du GI WACAF est de renforcer la capacité nationale de lutte contre les pollutions aux hydrocarbures dans 22 pays d'Afrique Occidentale, Centrale et Australe par la mise en place de partenariats locaux entre les industries pétrolières et les autorités responsables de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national.

Le Projet GI WACAF est un programme conjointement financé par l'OMI et par dix compagnies pétrolières membres du projet (BP, Chevron, ConocoPhillips, ENI, Exxon Mobil, Marathon, PERENCO, Shell, Total et Woodside).



Le cadre d'activité est l'organisation d'ateliers, formations, séminaires et exercices de déploiement avec les autorités chargées de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national, en partenariat avec des entreprises locales.

Le Projet GI WACAF est basé sur un système de gestion efficace qui établit six objectifs et indicateurs clés de performance pour renforcer les capacités des pays à se préparer et à lutter contre les pollutions par hydrocarbures. Ces objectifs couvrent les aspects de la Convention OPRC 1990 :

- **Objectif 1. Législation** : Promouvoir la ratification des Conventions OPRC 90, CRC 92 et Fonds 92.
- **Objectif 2. Plan National d'Intervention d'Urgence** : Promouvoir le développement des plans nationaux d'intervention d'urgence contre les pollutions marines accidentelles (incluant : cartes de vulnérabilité, études de risques, politique d'emploi des dispersants et système de gestion de crise).
- **Objectif 3. Autorité nationale désignée** : Clarifier les rôles et responsabilités de chacun pour la préparation et la lutte.
- **Objectif 4. Accords régionaux de coopération et d'assistance** : Promouvoir la coopération et l'assistance mutuelle en cas d'incident.
- **Objectif 5. Formation et exercice dans le pays** : Assurer régulièrement des formations et exercices dans chaque pays.
- **Objectif 6. Moyens du pays** : Soutenir les pays pour le développement de leurs capacités de lutte.

Dates et lieu

L'atelier aura lieu à la Bibliothèque nationale, Sao Tomé, Sao Tomé-et-Principe, du 21 au 24 mars 2016.

Objectifs de l'ateliers

L'objectif général de l'atelier est le développement d'un dispositif national de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures.

Les objectifs spécifiques sont:

1. La préparation de projets de textes (instrument d'adhésion, loi, décret, règlement, arrêté, circulaire etc.) visant à adhérer aux conventions internationales, transposer les principales dispositions de ces conventions dans l'ordre juridique interne et attribuer et définir clairement les responsabilités ;
2. La rédaction d'un projet de plan national d'urgence pour lutter contre la pollution par les hydrocarbures en cas d'accident.

Contacts

Chloé Blais, IMO / IPIECA – Consultante pour le Projet GI WACAF

Tel: +44 (0)20 7463 4063 / Cell: +44 (0)75 8503 8529 / Fax: +44 (0)20 7587 3210

Email: cblais@imo.org

Jour 1. Lundi 21 mars 2016	
08h30	Arrivée et enregistrement des participants
	Cérémonie d'ouverture
09h00	Cérémonie d'ouverture : <ul style="list-style-type: none">- Discours de bienvenue (représentant de Sao Tomé)- Discours d'ouverture (représentant de l'OMI)
10h30	Pause café
	Introduction de l'atelier
11h00	Introduction de l'atelier: <i>M. Jean-Claude Sainlos, Consultant OMI et Mme Chloé Blais, GI WACAF</i> <ul style="list-style-type: none">- Présentation du Projet GI WACAF- Présentation des facilitateurs- Présentation des participants- Objectifs de l'atelier- Programme et méthode de travail
11h30	Présentation de la situation de Sao Tomé-et-Principe <i>Mme Aline Castro, Technicienne, Direction Générale de l'Environnement</i>
12h00	Contexte de l'atelier <i>M. Jean-Claude Sainlos, Consultant OMI</i> <ul style="list-style-type: none">- Géographie- Risques- Nécessité d'un cadre juridique et organisationnel
12h30	Déjeuner
	Constitution des 3 groupes de travail
14h00	Groupe de travail 1: Cadre juridique et organisationnel <i>M. Jean-Claude Sainlos, Consultant OMI</i> <ul style="list-style-type: none">- Adhésion aux conventions internationales- Transposition des principales dispositions des conventions internationales- Définition claire et attribution des responsabilités Groupe de travail 2 : Projet de Plan National d'Urgence <i>Mme Chloé Blais, GI WACAF</i> <ul style="list-style-type: none">- Organisation du dispositif de lutte- Evaluation des risques et inventaires des moyens- Procédures- Planification de l'intervention- Dispositions financières- Coopération internationale- Formations et exercices- Amendements Groupe de travail 3 : Annexes au Plan d'Urgence <i>M. Aimyll Prosperre Dzali Dikapa, Consultant OMI</i>

- Coordonnées des intervenants
- Liste des experts
- Inventaire des personnels et équipements et temps de mobilisation
- Cartographie des risques
- Atlas de sensibilités environnementales et économiques
- Registre de base de données
- Correspondants étrangers
- Documentation technique et guides

15h00 Fin du premier jour

Jour 2. Mardi 22 mars 2016

	Accueil des participants
09h00	Réunion des groupes de travail 1,2 et 3 <i>Tous les participants</i>
10h30	Pause café
11h00	Réunion des groupes de travail 1,2 et 3 (suite) <i>Tous les participants</i>
12h30	Déjeuner
14h00	Réunion des groupes de travail 1,2 et 3 (suite) <i>Tous les participants</i>
15h00	Pause café
15h30	Réunion des groupes de travail 1,2 et 3 (suite) <i>Tous les participants</i>
16h30	Réunion de coordination des groupes de travail 1,2 et 3 <i>Tous les participants</i>
17h30	Fin du deuxième jour

Jour 3. Mercredi 23 mars 2016

	Accueil des participants
09h00	Réunion des groupes de travail 1,2 et 3 <i>Tous les participants</i>
10h30	Pause café
11h00	Réunion des groupes de travail 1,2 et 3 (suite) <i>Tous les participants</i>
12h30	Déjeuner
14h00	Réunion des groupes de travail 1,2 et 3 (suite) <i>Tous les participants</i>
15h00	Pause café
15h30	Réunion des groupes de travail 1,2 et 3 (suite) <i>Tous les participants</i>
16h30	Réunion de coordination des groupes de travail 1,2 et 3 <i>Tous les participants</i>
17h30	Fin du troisième jour

Jour 4. Jeudi 24 mars 2016	
	Accueil des participants
09h00	Session plénière <i>Tous les participants</i> <ul style="list-style-type: none">- Consolidation des travaux- Préparation du rapport et de ses annexes
10h30	Pause café
11h00	Session plénière (suite) <i>Tous les participants</i> <ul style="list-style-type: none">- Consolidation des travaux- Préparation du rapport et de ses annexes
12h00	Déjeuner
15h00	Adoption du rapport <i>Tous les participants</i>
15h30	Présentation du rapport au Ministre <i>Rapporteur de session</i>
	Cérémonie de clôture
16h00	Cérémonie de clôture <ul style="list-style-type: none">- Discours du représentant de Sao Tomé-et-Principe- Remise des certificats et des clés USB
17h00	Fin de l'atelier

Annexe 2 – Liste des participants

	Nom	Entité	Adresse email
1	Hilário Neto	ONG LCNSTP	netohilario@yahoo.com
2	Miguel Trovoada dos Santos	Polícia Fiscal	m.trovoada7@hotmail.com
3	Luis Neto Barbosa	SNPCB / CONPREC	luisbarbosa58@live.com.pt
4	Manuel Escrivanes	Servicio de Migracao e Fronteiras	N/A
5	Litoney Oliveira de Cumba Matos	ONG Alisei	litoneyoliveira2006@hotmail.com
6	Jedson Costa de Carvalho	USTP	jedsoncarvalho@gmail.com
7	Cadyna Afonso Cardoso	DCO-MFAP	cardoso_cady@hotmail.com
8	Edna Marisa P. dos Santos	Guarda Costeira	Ednahenriques29@hotmail.com
9	Sulisa Quaresma	DGA	sulisquaresma@hotmail.com
10	Sara Vieira	ATM/MARAPA	saralexvieira@gmail.com
11	Faico Miguel	Polícia Nacional	faicomiguel@hotmail.com
12	Kassi Braganca Costa	DGA	kassicosta@hotmail.com
13	Abrilde de Ceita Lima	DGA/DIA	abrilidelima-100@hotmail.com
14	Joaquim Amaro Mendes	DGA/DCSQA	ja_2@live.com.pt
15	Edyber de Carvalho Alves de Melo	Servicio de Migracao e Fronteiras	edyber@hotmail.com
16	Joel Silva Pereira	DGA	joelfoxcent@gmail.com
17	Gelsa Marila C. Vera Cruz	DGA	gelsacarvalho@yahoo.com.br
18	Djamilla Stock Teixeira dos Santos	CDAG	djamilladossantos@gmail.com
19	Euridice Borges Semedo	IMAP	juridice@hotmail.com
20	Quinze Viana de Carvalho	JDA / ANP STP	quinze_carvalho@hotmail.com
21	Elisio Neto do Espiritu Santo	MARAPA	elinetsantos@yahoo.com.br
22	Me-Chinho Costa Alegre	IMAP	mechinho@gmail.com
23	Da Grace Chuaresura da Silve	Direcio dos Pescos	lorendaniel1975@hotmail.com
24	Fernando Lima da Trindade	DSGC/MIRNA	ftrindade444@gmail.com
25	Silverio Pereira	GRIP	silverio_pereira@yahoo.com.br
26	Wilson de Carvalho	ENCO SARL	carvalhowilson@hotmail.com
27	Maria da Cruz Cravid	Guarda Costeira	asperavid@hotmail.com
28	Benissilai Pedro de Sousa Bastos	DGRNE	benibastos@hotmail.com
29	Deolinde Trindade	DGRNE	deolinde1961@hotmail.com
30	Admir Costa	C.D Cantagalo	admir03@hotmail.com
31	Arlindo B.F Albuquerque	C.D Lobata	N/A
32	Aline Castro	DGA	alinecastro527@hotmail.com
33	Zeferino da Mata dos Prazeres	SNPCB	zefemata2011@hotmail.com
34	Geisel Meneres	DGP/MECI	geisel.meneres@hotmail.com
35	Alvaro Silva	ANP STP	Alvaro.silva@anp.pt
36	Darnel Baia	DGA	darnelbaia@sapo.pt
37	Guilherme Mota	ANP STP	guilherme_mota4@hotmail.com
38	Hamilton de Sousa	Guarda Costeira	hamiltonrom@hotmail.com
39	Maiquel Madre Deus	Guarda Costeira	maiquelmadredeus93_5@hotmail.com
40	Arlindo de Carvalho	DGA	arlindode.carvalho54@gmail.com
41	Manuel Rosario	DGA	manrosario2000@yahoo.com.br

Annexe 3 – Discours d'ouverture du Ministre des Infrastructures, des Ressources naturelles et de l'Environnement

Senhora Representante da Organização Marítima Internacional

Senhoras e Senhores Diretores

Quadros Técnicos Nacionais de Diferentes Sectores Nacionais

Minhas senhoras e Meus Senhores

Excelência,

São Tomé e Príncipe um pequeno Estado Insular constituído por duas ilhas e vários ilhéus adjacentes, situado no Golfo da Guiné e pela sua localização geostratégica, é navegável em qualquer um dos seus pontos, constituindo assim um país vulnerável a situações de acidentes ligados a e navegação marítima.

O índice de tráfego de navios que atravessam frequentemente a nossa zona económica exclusiva é bastante grande e a própria perspectiva da possível exploração de petróleo nas nossas águas, aumentam a nossa vulnerabilidade, face aos riscos de poluição por hidrocarbonetos.

Estes preceitos determinam as ameaças acrescidas de acidentes os quais poderão trazer consequências nefastas para os ecossistemas marinhos e costeiros nacionais e para toda a economia nacional.

Todos acompanhamos frequentemente informações relacionadas com as colisões dos petroleiros com consequências nefastas que acontecem nos outros países, o que reforça a necessidade de estarmos preparados para uma atuação de emergência contra os derrames de hidrocarbonetos ou substâncias poluentes perigosas no território nacional.

O Plano Nacional de Contingência Contra o Derrame de Petróleo em S.Tomé e Príncipe, é um instrumento muito importantes com vista a definir uma estratégia e um plano de ação que permita a prevenção e o combate as consequências negativas dos acidentes que eventualmente possam vir a acontecer nos nossos mares ou na nossa sub-região.

A elaboração adoção deste importante documento estratégico, deverá ser acompanhado da ratificação de algumas Convenções Internacionais ligadas a poluição marítima causada pelos hidrocarbonetos, nomeadamente, a Convenção Internacional sobre Preparação e Cooperação em Matéria de Poluição por Hidrocarbonetos, OPRC90 e a Convenção sobre a Responsabilidade Civil CLC92. O Governo irá tomar todas as medidas necessárias com vista a ratificação das Convenções Internacionais que têm a relação direta com a poluição causada por hidrocarbonetos.

Com a realização deste atelier São Tomé e Príncipe passará a fazer parte dos 21 países da África Central e de Oeste, que irá estar dotado de um Plano **Nacional de Contingência de Derrame de Petróleo**.

Estou convicto que no final deste atelier que hoje se inicia, consigamos de facto recolher subsídios necessários tanto ao nível dos participantes nacionais como dos consultores internacionais que permitam elaborar este importante documento, de forma a estarmos preparados para lidar de forma responsável com qualquer situação de derrame de hidrocarboneto que venha a ocorrer nas águas marinhas do nosso território.



Não quero o terminar sem antes agradecer dde forma muito sincera, a Organização Marítima Internacional e a Associação Internacional e Industrial Petrolífero para a Salvaguarda do Ambiente, IPIEC, porr todo o apoio dado para a realização deste importamnte evento.

Quero desejar a representante da Organização Marítima Internacional e aos respetivos consultores internacionais uma boa estadia no nosso país e que aproveitem também para disfrutar da hospitalidade e beleza deste pequeno país insular.

Declaro, aberto o atelier **DESENVOLVIMENTO DE UM PLANO DE CONTINGÊNCIA DE DERRAME DE PETRÓLEO PARA SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE.**

Muito obrigado pela vossa atenção

Annexe 4 – Discours d'ouverture de la Représentante OMI/IPIECA

Excellence Monsieur le Ministre des Ressources naturelles, de l'énergie et de l'environnement,

Mesdames et Messieurs les Délégués représentant les différentes institutions nationales,

Mesdames et Messieurs les participants,

C'est pour moi un privilège de prendre la parole au nom de l'Organisation Maritime Internationale à l'ouverture de cet atelier national pour le développement d'un dispositif national de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures.

Comme vous le savez, cette importante réunion organisée par les autorités de la République de Sao Tomé-et-Principe bénéficie de l'appui technique et financier de l'Organisation Maritime Internationale, l'OMI, et de l'industrie pétrolière à travers l'IPIECA, l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier. Cet appui se fait dans le cadre de l'Initiative mondiale pour la Région de l'Afrique occidentale, centrale et australe, le projet GI WACAF.

Le projet GI WACAF a été établi en 2006 et vise à renforcer la capacité des pays à se préparer et à répondre aux déversements d'hydrocarbures en mer par la promotion de la coopération entre le secteur public et privé. Aujourd'hui il recouvre 22 pays de l'Afrique de l'Ouest, du Centre et Sud. Depuis son instauration, des progrès significatifs ont été constatés dans l'amélioration des capacités de lutte contre les déversements grâce aux actions de sensibilisation et de formation menées à l'échelle nationale et régionale.

Il convient de saluer ici l'engagement de la République de Sao Tomé-et-Principe dans le Projet GI WACAF. Cet engagement s'inscrit dans la prise de conscience du risque de pollution au large des côtes de Sao Tomé-et-Principe, au regard de l'important trafic de navires pétroliers transitant vers l'Europe et de la croissance des activités d'exploration dans la zone. Sao Tomé-et-Principe s'est ainsi inscrit dans une dynamique mondiale en ratifiant la Convention internationale pour la prévention de la pollution marine par les navires (Convention MARPOL). Cependant, d'autres conventions méritent d'être ratifiées au plus vite, en particulier la convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC 90), mais aussi les conventions relatives à l'indemnisation, la Convention sur la Responsabilité civile (CLC 92) et la Convention portant création du Fonds de 1992 (FUND92), pour assurer la protection des ressources marines du pays.

C'est également dans le cadre de cette prise de conscience que le présent atelier a été organisé, afin de développer un Plan national d'intervention d'urgence. Il fait suite aux deux ateliers organisés en 2009 et en 2014, qui visaient à initier son élaboration. Ce dispositif s'inscrit d'ailleurs dans le programme de transformation 2030 présenté par son Excellence le Premier Ministre, Monsieur Patrice Emery Trovoada, en octobre 2015 à Londres. Le développement d'infrastructures telles qu'un port en eaux profondes et le démarrage de l'exploitation pétrolière offshore nécessite de mettre en place des dispositions afin de préserver l'environnement de Sao Tomé-et-Principe. La rédaction et l'approbation d'un dispositif national de prévention et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures aidera à prévenir toute forme de pollution qui porterait un lourd préjudice au développement économique national.

Les efforts déployés par Sao Tomé-et-Principe dans ce domaine sont très appréciés par l'OMI. Cet atelier nous permettra, j'en suis sûre, d'obtenir des résultats concrets et d'avancer encore plus vers la finalisation du Plan national d'urgence et dans le renforcement des capacités opérationnelles de lutte.

Je souhaiterais remercier les Autorités de la République de Sao Tomé-et-Principe, en particulier le Ministère des Ressources naturelles, de l'énergie et de l'environnement, pour leur effort en vue d'améliorer le niveau de préparation du pays pour faire face à de tels évènements.

Je voudrais également réitérer l'importance du soutien des Ministères compétents et de l'ensemble des acteurs pour la finalisation et la mise en œuvre du plan d'intervention d'urgence. C'est la contribution de chacun qui fera que le plan national voie le jour.

Je ne terminerai pas sans vous avoir de nouveau exprimé l'entière disponibilité de l'Organisation Maritime Internationale pour renforcer ses relations de coopération avec la République de Sao Tomé-et-Principe. C'est par ces mots que je voudrais conclure, Mesdames et Messieurs, mais non sans avoir réitéré à tous, mes vœux les plus chaleureux de succès dans les travaux de ces 4 jours. Je vous remercie de votre aimable attention.

Annexe 5 – Questionnaire d'évaluation

QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION

Atelier national pour le développement d'un dispositif national de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures
Sao Tomé, Sao Tomé-et-Principe, 21-24 mars 2016

Dispositions avant l'activité

- | | | | | | | |
|---|--|-----|--------------------------|-----|--------------------------|-------------------------------|
| 1 | Avez-vous reçu l'invitation en temps utile ? | Oui | <input type="checkbox"/> | Non | <input type="checkbox"/> | |
| 2 | Avez-vous reçu les renseignements ci-après sur la réunion avant votre participation à celle-ci ? | | | | | |
| | • objectif et portée | Oui | <input type="checkbox"/> | Non | <input type="checkbox"/> | |
| | • domaines et programme couverts | Oui | <input type="checkbox"/> | Non | <input type="checkbox"/> | |
| 3 | Les instructions concernant les aspects suivants étaient-elles claires et faciles à comprendre ? | | | | | |
| | • profil requis du participant | Oui | <input type="checkbox"/> | Non | <input type="checkbox"/> | |
| | • formulaire de candidature à remplir et à remettre (non applicable) | Oui | <input type="checkbox"/> | Non | <input type="checkbox"/> | |
| 4 | Avez-vous reçu des renseignements d'ordre logistique sur : | | | | | |
| | • le lieu | Oui | <input type="checkbox"/> | Non | <input type="checkbox"/> | |
| | • le voyage (non applicable) | Oui | <input type="checkbox"/> | Non | <input type="checkbox"/> | s.o. <input type="checkbox"/> |
| | • le per diem (non applicable) | Oui | <input type="checkbox"/> | Non | <input type="checkbox"/> | s.o. <input type="checkbox"/> |
| | • le logement (non applicable) | Oui | <input type="checkbox"/> | Non | <input type="checkbox"/> | s.o. <input type="checkbox"/> |
| 5 | Vous a-t-on confié une tâche en prévision de la réunion, dans l'affirmative, était-elle utile ? | Oui | <input type="checkbox"/> | Non | <input type="checkbox"/> | s.o. <input type="checkbox"/> |

Pendant l'activité

- | | | | | | |
|---|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| 6 | La durée de la réunion était-elle (<i>cocher la case appropriée</i>)
1) trop longue <input type="checkbox"/> 2) adéquate <input type="checkbox"/> 3) trop courte <input type="checkbox"/>
pour couvrir entièrement les thèmes retenus ? | | | | |
| 7 | Veuillez évaluer la réunion en fonction des aspects suivants (<i>cocher une case par rubrique</i>) | excellent | très satisfaisant | satisfaisant | médiocre |
| | Lieu | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Installations | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Équipement | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 8 | Que pensez-vous des aspects ci-après de la documentation fournie (<i>cocher une case par rubrique</i>) | excellent | bon | satisfaisant | médiocre |
| | Présentation | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Clarté | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Contenu technique | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Couverture des sujets | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Exhaustivité | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

9 Que pensez-vous des aspects ci-après des présentations (cocher une case par rubrique)

	excellent	bon	satisfaisant	médiocre
Conception et structure	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Clarté	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Contenu technique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Couverture des sujets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

10 Que pensez-vous de l'utilisation des éléments ci-après :

	excellent	bon	satisfaisant	médiocre	
Matériel didactique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Documents de référence de l'OMI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autres ressources	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Activités pratiques ou de groupe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	S.O. <input type="checkbox"/>
Excursions (non applicable)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	S.O. <input type="checkbox"/>

À la fin de l'activité

11 Veuillez évaluer la performance de chaque conférencier en fonction des éléments suivants (veuillez cocher une case par rubrique)

Nom du conférencier	excellent	bon	satisfaisant	médiocre
.1 Jean-Claude Sainlos				
contenu de l'exposé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
présentation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
capacité de transfert des connaissances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
efficacité avec laquelle le conférencier :				
• a répondu aux questions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• a proposé des solutions aux problèmes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nom du conférencier	excellent	bon	satisfaisant	médiocre
.2 Aimyll Prosperre Dzali Dikapa				
contenu de l'exposé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
présentation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
capacité de transfert des connaissances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
efficacité avec laquelle le conférencier :				
• a répondu aux questions <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• a proposé des solutions aux problèmes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12 Veuillez indiquer les sujets qui étaient les plus intéressants et les plus pertinents pour vous ?

13 Faudrait-il ajouter d'autres sujets ? Oui Non

Dans l'affirmative, lesquels :

14	Estimez-vous que la réunion a atteint son objectif ?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
15	Pensez-vous utiliser les connaissances que vous avez acquises sur votre lieu de travail ?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>
16	Aurez-vous la possibilité de transmettre les connaissances que vous avez acquises à vos collègues sur votre lieu de travail ?	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>

Observations :

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de remplir ce questionnaire d'évaluation. Les données que vous nous avez fournies sont importantes et aideront l'OMI à déterminer le succès et l'impact de l'activité.

Annexe 6 – Photos

